

Eric Guillemot 27 janvier 2010

Des Cafés

Vers la fin du modèle espagnol ?

Débat, " Vers la fin du modèle espagnol ?", le mercredi 27 janvier à 18h30 au Nuovo caffè Milano, 23 Bd de la Victoire à Strasbourg, avec Eric Guillemot, professeur de géographie en classes préparatoires à Strasbourg.

Le conférencier tient à remercier *Anna Maria Mengual i Mallol* ainsi que *Leire Mugueta Garcia*, juristes de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg pour leur collaboration très utile dans la rédaction de la 1ère partie.

LA FIN DU MODELE ESPAGNOL ?

Propos introductif

La représentation de l'histoire de l'Espagne oscille depuis longtemps entre légende noire et légende rose. Aussi n'est - il guère étonnant qu'entre 2007 et 2010, l'Espagne soit passée, dans les médias, de l'image du nouveau « **conquistador** » au statut de « **pigs** » [Portugal / Irlande / Grèce / Spain] synonyme de forte dépression couplée avec de sérieuses difficultés budgétaires.

Le terme modèle a 2 sens, soit un modèle à imiter, soit un modèle au sens d'un type. Il faut donc avoir présent à l'esprit ces 2 dimensions pour répondre à la question. Si nous parlons de modèle à imiter, nous pouvons affirmer que **l'Espagne n'est pas un modèle à imiter** même lorsque son économie enregistrait un rythme de croissance supérieur à la moyenne européenne. Pour une raison bien simple, **chaque pays a un type de société, une trajectoire et un génie propre qui font que son modèle ne peut être reproduit tel quel dans un autre pays**. Pour le saisir, des exemples peuvent être pris dans le Nord et l'Est de l'Europe : la réussite globale de la sociale démocratie scandinave est impossible à comprendre sans la prise en compte du haut degré de civisme de sa société, de même l'introduction de l'économie de marché dans les ex pays socialistes a été souvent douloureuse, voire même a partiellement échoué lorsque les institutions et les sociétés n'y étaient pas préparées. Ceci étant dit, il n'est pas illégitime de considérer que **certaines facettes** du modèle politique, économique et culturel espagnol puissent avoir **caractère de modèle** à imiter. Concernant le type, nous pouvons affirmer qu'**il existe bien un type géopolitique et géoéconomique espagnol** en veillant cependant à ne pas le surestimer, notamment l'appartenance à un **modèle européen méridional, voire méditerranéen**.

Le modèle géopolitique, sans doute le plus original et le plus exemplaire, est difficile à imiter en raison de l'histoire propre de ce pays.

Le modèle géodémographique est celui du passage spectaculaire d'une tradition d'émigration à celui d'une **intense immigration** dont les conséquences sur la **fin très rapide de la transition démographique** à la fin des années 1970 ne sont pas négligeables.

Le modèle géoéconomique, en particulier celui de la période 1996 - 2007, excessivement loué à l'extérieur il y a encore 2 ans, est aujourd'hui excessivement décrié. Il est bien connu qu'on

brûle facilement ce que l'on a adoré la veille.

Dans cette démarche classique en 3 temps, nous verrons les **liens étroits** qui existent **entre les 3 modèles**, en particulier **les modèles démographiques et économiques**.

Un mot quant à l'utilisation du préfixe « **géo** » : ce n'est pas seulement pour satisfaire notre spécificité professionnelle mais parce que la géographie permet de souligner plus nettement que d'autres disciplines, la complexité interne, la pluralité des modèles aux échelles cartographiques plus grandes. Par exemple, l'intensité de l'immigration est sensiblement différente entre *Madrid* et la *Galice*, entre les campagnes de cultures méditerranéennes intensives et celles de grandes cultures des mesetas castillanes.

I LE MODELE GEOPOLITIQUE : L'ETAT DES AUTONOMIES

1.1. Une rapide genèse

* Une grande difficulté à construire un Etat Nation

Une résistance centrifuge face à la centralisation des Bourbons à partir du 18ème, ceux-ci souffrant, en conséquence, d'un déficit de légitimité. En *Catalogne* (suppression de ses institutions et droits, fueros, en 1716), *Aragon* (idem en 1713) et dans le *Levant valencien* (idem en 1707) à cause de leur soutien aux Habsbourg durant la guerre de Succession, au *Pays Basque* et en *Navarre* (suppression de leurs « **fueros** » en 1876) à cause de leur soutien au carlisme (*Don Carlos*, prétendant au trône d'Espagne, frère cadet de Ferdinand VII qui avait abrogé en 1833 la loi salique au profit de sa fille).

Une république entre 1931 et 1936 ayant promu le nationalisme périphérique pour des raisons tactiques (trouver des soutiens face à la droite nationaliste) alors qu'en France, la république a une forte tradition centralisatrice : statut d'autonomie de la *Catalogne* en 1932, du *Pays Basque* et de la *Galice* en 1936.

L'identification du centralisme et de l'Etat nation au franquisme dont la devise était « *Una, grande, libre* ». La répression contre les nationalismes basque et catalan fut sévère : *Guernica* fut détruite par un bombardement nazi durant la guerre, le président de la 1ère *Generalitat* de Catalogne, *Companys*, fut fusillé tandis que l'usage public des langues propres fut interdit. Cette répression explique la naissance du mouvement indépendantiste ETA en 1959 qui, de résistant pendant la dictature, est devenu terroriste après le retour de la démocratie.

* Le retour de la démocratie en 1975 et la **Constitution de 1978** ouvrent la voie à l'autonomie des nationalités historiques (les 3 ci-dessus ayant déjà bénéficié d'un statut dans la décennie 1930) et laissent la porte ouverte à celle des autres territoires qui le souhaiteraient.

* Le changement d'échelle montre que **le clivage gauche / droite n'est pas opératoire pour comprendre le positionnement par rapport au nationalisme périphérique**. Il ne faut pas imaginer une gauche qui serait plus portée vers l'autonomie et une droite plus centralisatrice. **Si la droite, à l'échelle nationale, est « espagnoliste »** et peu favorable à un approfondissement de l'Etat des autonomies, **il n'en va pas toujours de même à l'échelle locale**. Le *Parti Nationaliste Basque (PNV)*, au pouvoir entre 1979 et 2009, est démocrate chrétien, de même, *Convergència i Unió*, au pouvoir en *Catalogne* entre 1980 et 2003, représentant notamment la bourgeoisie catholique entreprenante. Dans la **Communauté valencienne**, il a existé une droite nationaliste (*Unión Valenciana*) tout simplement parce que le gouvernement autonome était socialiste, la plupart de ses dirigeants rejoignant la droite

espagnole (le *Parti Populaire*) lorsque celle-ci prit ensuite le pouvoir dans la Communauté. Ceci n'empêche pas, bien sûr, l'existence d'une gauche nationaliste à l'échelle locale comme *Esquerra Republicana de Catalunya (ERC)* ou le *Bloque nacionalista Galego (BNG)* d'autant plus que le gouvernement autonome de la Galice (*Xunta*) est généralement aux mains de la droite espagnole qui soutient mollement l'autonomie.

Des similitudes pourraient être établies avec l'Italie : le nationalisme de la *Ligue du Nord* est également de droite dans des territoires qui sont traditionnellement les plus riches du pays, tout comme le *Pays Basque* et la *Catalogne*.

L'hydropolitique espagnole (conflits pour l'eau) montre fort bien des alliances électorales opposées selon l'échelle, le *PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol)* et le *PP* régionaux pouvant s'opposer à leur direction nationale lorsque les intérêts hydrologiques de leurs communautés semblent menacés.

1.2. Un modèle original

a) L'Espagne n'est pas une fédération classique.

Il n'y a pas d'Etats au sens des Etats fédérés des EU ou des Länder allemands avec une Chambre les représentant. Le *Sénat* espagnol est plus proche de notre modèle que de celui du *Bundesrat allemand*.

Au terme Etat, l'Espagne préfère celui de **Communauté** autonome (*Comunidad autónoma*) avec quelques exceptions comme le *Principado de Asturias* (l'héritier de la Couronne en étant le Prince) et la *Comunidad foral de Navarra*.

En raison de trajectoires historiques très différentes, **les territoires n'ont pas tous les mêmes statuts d'autonomie**, ceux des nationalités historiques étant les plus étendus, alors qu'une Fédération octroie généralement les mêmes compétences à tous les Etats. Cette originalité du modèle espagnol, des **autonomies à « géométrie variable »**, peut être éventuellement comparée avec la *Confédération Helvétique* mais en tenant compte du fort sentiment d'identité commune de la *Suisse*, ce qui n'est pas le cas en Espagne.

b) La genèse des statuts dans le cadre de la Constitution de 1978

* **La voie rapide de l'article 151** était réservée aux **nationalités historiques** (ayant déjà eu un statut sous la 2ème République) qui avaient, de surcroît, une langue propre.

Le **Pays Basque (Euzkadi)** dès **1979** constitué de 3 provinces (*Vizcaya, Guipúzcoa et Alava*). La perte de ses « fueros » en 1876 avait débouché sur la création du *PNV* en 1898 par *Sabino Arana*. En 1936, le Pays Basque fut doté d'un statut d'autonomie dont le président (*Lehendakari*) fut Aguirre, leader du *PNV*, qui choisit le camp de la République pendant la guerre civile malgré l'anticléricalisme de celle-ci. Défait en 1937, le Pays Basque perdit ses droits ce qui renforça une opposition latente (création de l'ETA en 1959) de plus en plus séparatiste. Le statut de 1979 fut adopté largement (90 % environ) mais avec une participation inférieure à 60 %. Le *PNV*, vainqueur des élections, forma le premier gouvernement et, jusqu'en 2009, le *Lehendakari* a été membre de ce parti démocrate chrétien.

La **CATALOGNE** obtient également son statut d'autonomie en **1979**. La force de son nationalisme contemporain repose non seulement sur la mémoire de son premier statut de 1932 mais surtout sur sa langue propre, méprisée durant le franquisme, et l'adhésion de sa bourgeoisie citadine. Comme au Pays Basque, le statut d'autonomie est approuvé à près de 90 % et une participation inférieure à 60 %. *Jordi Pujol*, leader de *Convergència i Unió*, est élu président de la *Generalitat* en 1980.

La **GALICE** obtient son statut d'autonomie en **1980**. Le sentiment nationaliste y était et y

reste plus faible qu'au Pays Basque et en Catalogne. L'abstention y fut d'ailleurs majoritaire lors du référendum d'autant plus que la région est dominée traditionnellement par une droite « espagnoliste » peu favorable au nationalisme, incarnée notamment par *Manuel Fraga* ministre de Franco puis président de la *Xunta* autonome de 1989 à 2005. Plus que sur une histoire différenciée (elle a été réunie à la *Castille* et *Leon* dès 1071) et même sur la langue (le *Galego*, proche du Portugais, parlé surtout dans les campagnes), le nationalisme, concrétisé déjà par un statut d'autonomie obtenu en juin 1936 mais qui ne put être appliqué avec la victoire dans cette région du « *pronunciamento* » franquiste dès juillet, s'appuyait sur un **sentiment de marginalisation économique** (illustrée notamment par une intense immigration vers l'Amérique Latine - la famille de Fidel *Castro* par exemple - et l'Europe) avec la volonté de se débarrasser de certains complexes. L'identité galicienne se nourrit également d'une « **celtitude** » en grande partie mythique. [Une comparaison avec la renaissance bretonne à partir des années 1950 / 60 est possible.]

A priori, l'ANDALOUSIE n'était pas concernée par l'article 151 mais un référendum en février 1981 manifesta la volonté des Andalous d'accéder à l'autonomie par cette voie. Le statut de 1982 reconnut la **nationalité historique** des Andalous, plutôt paradoxale pour un territoire symbolisant une grande partie des clichés attachés à l'Espagne. Cette volonté exprimait un ressentiment contre le *Pays Basque* et, surtout, la *Catalogne* dont la prospérité était en partie fondée sur une main d'œuvre immigrée andalouse. D'autre part, comme en *Galice*, l'autonomie apparaissait comme un moyen de mettre fin à la marginalisation économique. A la différence des 3 communautés précédentes, le parti régionaliste (*Partido Andalucista*) a une audience mineure.

* **Trois communautés bénéficièrent de facto d'un statut proche du 151** avec des lois organiques particulières en 1982.

La **Comunidad VALENCIANA** dont le sentiment régionaliste, le terme nationaliste étant peu approprié, était historiquement lié à la perte de ses droits comme la Catalogne au début du 18ème. Le régionalisme, réactualisé à la sortie du franquisme, s'appuie sur une **langue propre** (*valenciano* très proche du catalan) encore très utilisée dans les campagnes des plaines littorales (*huertas*) et sur un **anti - catalanisme**, très marqué chez la droite espagnoliste, sentiment ambigu car à la fois fondé sur un attachement à l'unité espagnole et sur un rejet de la *Catalogne* et de *Barcelone* soupçonnées d'expansionnisme et de condescendance à l'égard de sa voisine méridionale plus rurale et moins développée. Cependant il existe aussi une gauche nationaliste pancatalane très minoritaire. Le talon d'Achille de cette communauté est un **manque de cohésion interne** avec des districts occidentaux situés géographiquement en *Castille*, une province méridionale, désormais très cosmopolite (*Alicante*), et une province septentrionale (*Castellón*) dont la partie la plus au nord est plus ou moins tournée vers la Catalogne.

Le régionalisme de la Comunidad de **CANARIAS** repose sur l'**insularité ultra périphérique** et l'existence de mouvements nationalistes et indépendantistes minoritaires (par exemple le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries) mais dont l'activisme et l'assise populaire étaient loin d'être négligeables dans la 1ère étape de la transition démocratique. Actuellement, le principal parti autonomiste, *Coalición canaria*, est de centre droit.

La **Comunidad Foral de NAVARRA** constitue un cas original car elle fut la seule région qui bénéficia de droits propres sous Franco. En effet, celui - ci avait restauré partiellement les « fueros » en récompense de l'appui apporté par les « *requetés* » aux nationalistes pendant la guerre civile. Le choix des « *requetés* », milice d'origine carliste, s'expliquait par leur catholicisme militant face à l'anticléricalisme de la République. A la sortie de la dictature, la présence d'une population bascophone dans le Nord et l'histoire commune des fueros jusqu'au

19ème siècle posaient le problème d'une éventuelle unité avec le Pays Basque, revendiquée par exemple par l'ETA. Mais un référendum en 1980 souligna l'attachement des Navarrais à former leur propre Communauté forale.

*** Toutes les autres communautés ont obtenu leur statut au plus tard en 1983 dans le cadre des articles 143 et 144 (régime général avec une autonomie moins importante).**

Ces voies furent à l'origine qualifiées de lentes car l'accession à l'autonomie n'allait pas de soi et il n'y avait pas de caractère obligatoire. Mais, de facto, elles ne furent pas lentes, les gouvernements de centre droit (*A. Suárez et L. Calvo Sotelo*) estimant qu'il n'était pas possible de construire le nouvel Etat sur une inégalité entre les nationalités historiques et les autres qui furent donc encouragées à faire valoir leurs droits (« *café para todos* », « *café pour tous* »). Il s'agissait aussi, d'une certaine manière, de diluer le nationalisme basque et catalan dans l'autonomie de tous.

Madrid, La Rioja (Logroño), Murcia, Cantabria (Santander) correspondent à **une seule province** alors que les autres communautés sont constituées de plusieurs provinces. Dans le cas de Madrid, se pose aujourd'hui le problème d'une extension périurbaine dans les Communautés voisines, en particulier celle de *Castille La Manche* (provinces de *Tolède* et *Guadalajara*).

Dans le régime général, la Communauté à plus forte identité périphérique est probablement celle d' **Aragon** par son histoire (comme la Catalogne et Valence, les « fueros » furent supprimés par le Bourbon Philippe V au début du 18ème), l'existence de langues minoritaires (aragonais en voie de disparition et catalan à l'extrême Est) et de partis régionalistes avec une certaine audience (20 % pour le *Partido Aragonès* et la *Chunta Aragonesista*).

La principauté des **Asturians** peut se prévaloir également de l'existence d'une langue minoritaire, l'asturien, appelé *Bable*, mais qui n'a pas de statut de langue officielle.

c) La relance du processus depuis 2004

Elle repose, notamment, sur la nécessité pour le *PSOE* et *J.L. Zapatero* d'obtenir aux *Cortes* (Assemblée nationale) une majorité avec l'appui des partis nationalistes de la périphérie pour l'investiture de son gouvernement ou pour mener à bien ses réformes.

* Le statut controversé de la **CATALOGNE** n'est pas encore officiellement adopté.

En 2005, le Parlement Catalan a approuvé un nouveau statut revendiquant le titre de **nation** (et non pas seulement de nationalité), le **droit à l'autodétermination**, l'extension des compétences exclusives, le renforcement de la langue propre, et la **souveraineté fiscale** (comme au *Pays Basque* et en *Navarre*, avec versement d'un quota à l'Etat pour services rendus par celui - ci et pour la solidarité interterritoriale) **et judiciaire** (Tribunal Supérieur de Justice).

En 2006, les *Cortes de Madrid* l'ont approuvé avec quelques modifications importantes : par exemple, la souveraineté fiscale est limitée, la Catalogne ne pouvant collecter directement qu'un peu plus de la moitié des recettes fiscales (par exemple 50 % pour l'impôt sur le revenu des ménages et la TVA et 58 % pour les droits d'accise).

Le peuple catalan ratifie le nouveau statut par référendum (avec cependant une abstention de 51%) mais le Parti Populaire (droite espagnole) dépose en juillet 2006 un **recours auprès du Tribunal Constitutionnel** en particulier sur la mention de nation et le **devoir d'apprendre le catalan** (les langues propres ne relèvent que d'un droit dans la Constitution). En raison des désaccords entre juges, l'arrêt ne cesse d'être repoussé.

De surcroît, 5 Communautés (*Aragon, Baléares, Communauté Valencienne, La Rioja et*

Murcie) ont déposé également des recours pour des contentieux divers avec la Catalogne : gestion de l'eau, solidarité financière intercommunautaire, etc.

* Les **nouveaux statuts adoptés** depuis 2007.

La **Communauté VALENCIENNE** reconnue désormais comme **nationalité historique** et qui a surmonté les recours de ses voisines (*Castille La Manche et Aragon*) à l'encontre de ses droits historiques aux transferts d'eau provenant de ces communautés.

L'ANDALOUSIE reconnue comme **réalité nationale** (le statut de 1982 reconnaissait déjà la nationalité historique). Elle bénéficie désormais de la compétence sur les eaux du bassin du *Guadalquivir* avec un recours de *l'Extrémadure* voisine sur les eaux du *Guadiana*. L'Etat s'engage également à verser une dette historique.

L'ARAGON reconnue comme **nationalité historique** et qui dispose désormais de vastes *compétences* la rapprochant des statuts les plus avancés. Un recours cependant de sa voisine *La Rioja* sur les eaux de *l'Ebre*.

CASTILLE ET LEON avec un recours de *l'Extrémadure* sur les eaux du *Duero*.

Les **BALEARES**, la **nationalité historique** des peuples de Majorque, Minorque, Ibiza et Formentera étant reconnue.

* Les **statuts en cours d'adoption**.

CASTILLE ET LA MANCHE, **bloqué aux Cortes** depuis 2007 à cause de sa revendication de mettre fin en 2015 aux transferts d'eau de l'aqueduc *Tage - Segura* vers ses voisines de la *Communauté valencienne* et de *Murcie*. Il semble que *Castille La Manche* renonce à cette exigence à condition de pouvoir constituer une réserve.

L'EXTREMADURE dont les habitants sont reconnus comme **peuple** et avec une organisation territoriale très décentralisée au profit des communes.

Ce processus de relance se traduit donc par une **revendication identitaire** (nation, nationalité, peuple), un **élargissement des compétences exclusives** et une **crispation** croissante dans le champ de l'**hydropolitique**, les **conflits** n'étant plus entre centres et périphéries mais **entre communautés elles mêmes**.

d) Les compétences des communautés autonomes

Elles sont de trois types.

Exclusives (article 148) qui n'ont cessé d'être étendues depuis la Constitution de 1978 (par exemple transfert de 32 nouvelles en 1992) mais qui le sont plus ou moins selon les Communautés (par exemple dans le cadre des nouveaux statuts depuis 2004).

L'organisation territoriale interne (collectivités locales dont le périmètre peut être modifié ; par exemple la Catalogne va supprimer les provinces, l'équivalent de nos départements, au profit de nouvelles collectivités propres, les *veguerías*), urbanisme, travaux publics, hydrauliques et transports intérieurs à la communauté, agriculture, pêche, forêt, commerce, artisanat et foires, tourisme, enseignement de la langue propre, patrimoine (sauf échelle nationale), culture et médias autonomiques, sports et jeunesse, caisses d'épargne locales, protection civile, publicité, consultations populaires, notaires et registres, eaux, relations intercommunautaires, promotion internationale, etc.

Partagées, y compris des missions régaliennes. Education, universités et recherche, santé et politique sociale, environnement, développement, banques, assurances, mines, énergie.

Fiscalité pour certaines communautés : le *Pays Basque* et la *Navarre prélèvent directement l'impôt* et en reversent une partie à l'Etat (8 %).

Police avec une police autonome propre pour le *Pays Basque (Ertzainza)*, la *Catalogne (Mossos de esquadra)* et la *Navarre (Policía foral)*. La *Galice*, la *Communauté valencienne*, l'*Aragon*, les *Asturies*, l'*Andalousie et Castille et Leon* disposent d'un corps déconcentré (« *adscrito* ») de la police nationale, soumis à la communauté autonome mais avec des compétences qui ne sont pas intégrales comme dans le Pays Basque et en Catalogne.

Justice puisque les Tribunaux supérieurs de Justice dans certaines Communautés (*Catalogne* par exemple) sont les instances supérieures à l'exception du Tribunal Suprême (échelle nationale).

Immigration, les permis de travail pouvant être délivrés par les Communautés.

Exécutives (exécution de compétences nationales : **déconcentration**). Emploi et sécurité sociale, transports d'intérêt national, patrimoine national, services pénitentiaires, etc. Certaines compétences européennes peuvent être directement déconcentrées à l'échelle des Communautés.

Le **financement** (hors *Pays Basque* et *Navarre* qui bénéficient d'une quasi souveraineté fiscale) relève d'une loi, renouvelée périodiquement depuis 1983, déterminant les ressources transférées. Ces ressources sont complétées par le FIC (Fonds interterritorial de compensation), la fiscalité propre (impôts locaux) et le FEDER (UE). Au début de la décennie actuelle, 4 Communautés seulement avaient un solde interterritorial négatif : *Madrid*, *Catalogne*, *Baléares*, *Valence*. Les petites communautés du Nord, *Pays Basque*, *Navarre*, *La Rioja et Aragon*, sont avantagées, les 2 premières grâce à leur statut fiscal particulier, puisqu'elles disposent pourtant des PIB /h parmi les plus élevées du pays.

En définitive, **les compétences exclusives de l'Etat sont de plus en plus réduites, centrées sur les missions régaliennes et sur la coordination intercommunautaire.**

e) La question **linguistique**

M CE PARAGRAPHE DOIT BEAUCOUP AU TRAVAIL DE JACQUES LECLERC (*L'aménagement linguistique dans le monde*, Université Laval, Québec, membre associé au projet « Trésor de la langue française au Québec »)

Elle est au cœur de la question politique et identitaire d'autant plus que le franquisme avait interdit l'usage officiel des langues minoritaires.

Dans la Constitution de l'Espagne démocratique, le castillan (appelé communément espagnol) reste la langue officielle de l'ensemble du pays, celle que « **tous les Espagnols ont le devoir de connaître et le droit d'utiliser** » et qui permet la communication entre les différentes communautés. **Une langue minoritaire** (« propre ») **peut être co - officielle** dans sa communauté mais sa connaissance n'est pas un devoir bien que la Catalogne le revendique dans son dernier statut.

Statut de langue co - officielle : le **basque** (Pays Basque et une partie de la Navarre, nord bascophone et centre mixte), le **catalan** (Catalogne, Iles Baléares), le **galicien** (Galice), le **valencien** (Communauté valencienne). L'asturien (le bable) n'est pas co - officiel mais doit être protégé et encouragé. La co officialité implique un droit **d'apprendre et d'utiliser la**

langue dans la communauté ou l'aire géographique définie. Ce droit doit être protégé par les pouvoirs publics.

* Un **état des lieux** des langues minoritaires à l'échelle nationale, appelées propres à l'échelle de la communauté.

L'état de la pratique pose problème, les enquêtes n'étant pas toujours rigoureuses, ou bien plus ou moins datées, alors que les pratiques connaissent une évolution importante. Il est important de distinguer la **compréhension**, d'autant plus élevée que la langue propre est proche du castillan, la **maîtrise orale et écrite**. De surcroît, **maîtrise orale ne veut pas dire pour autant que la langue est communément utilisée** : par exemple, 78 % des Valenciens savent parler le *valencien* mais moins d'un tiers l'utilise communément. D'autre part, les données sont des moyennes qui masquent des contrastes au sein d'une même communauté (par exemple, le basque est nettement moins parlé en *Alava* qu'en *Guipúzcoa*), entre villes et campagnes (le valencien est nettement moins parlé dans les grandes villes), entre générations. **Chose impensable pour des Français, la langue propre est parfois mieux maîtrisée par les jeunes** qui ont bénéficié d'une scolarité dans cette langue que les générations précédentes scolarisées uniquement en castillan. Enfin, les variétés dialectales ont obligé les Académies de langue propre à un effort important de normalisation.

Pays basque. **L'euzkera** est une des seules langues du continent à n'être pas d'origine indo européenne et il n'est même pas possible d'établir un lien avec les autres qui ne le sont pas comme le hongrois. Aussi sa connaissance est - elle difficile même si elle a emprunté une partie de son lexique dans les langues voisines. Le *batua* est le basque normalisé à partir des principales variétés dialectales. **25 %** environ de la population est **bascophone** : *Guipúzcoa* (province la plus proche de la France dont la capitale est *Saint Sébastien*, 44 %), *Vizcaya* (province de *Bilbao*, la métropole, 17 %), *Alava* (province la plus proche de la Castille mais où est située la capitale Vitoria, 7 %). La maîtrise de l'écrit est inférieure sauf chez les jeunes grâce à la scolarisation en euzkera). Néanmoins, il semble bien que le castillan, surtout en ville, reste la langue d'usage commun. Par exemple, les députés du Parlement basque s'expriment plutôt en castillan bien qu'il existe un service de traduction contrairement à la Catalogne où même les députés originaires d'autres régions s'expriment en catalan.

Navarre. **L'euzkera** est **parlée** par **10 %** environ de la population, surtout dans les communes de la zone bascophone au NO de la Communauté forale (8 % de la population).

Catalogne. 95 % des habitants comprennent le **catalan**, **75 %** le **parlent** et 46 % l'écrivent [1]. Dans la jeune génération, les parts sont supérieures puisque c'est la langue d'enseignement. C'est incontestablement **la communauté où la langue propre est la plus utilisée**, les données « parlée / utilisée » étant proches. Ceci est le fruit du prestige d'une langue parlée par les **élites citadines** contrairement aux autres communautés.

Galice. Il y aurait une différence sensible entre la pratique informelle (familiale et amicale en milieu rural en particulier) du **galicien** - langue proche du portugais -, qui pourrait atteindre 50 %, et la pratique formelle (relations professionnelles) où le castillan est majoritaire. D'autre part, le consensus interne en matière de politique linguistique fait défaut avec une droite locale « espagnoliste », traditionnellement majoritaire, peu favorable à une affirmation linguistique « à la catalane » et une opposition nationaliste de gauche (*Bloc nationaliste galicien*) accusant la majorité de promouvoir dans les faits le « *castrapo* », un castillan mâtiné de lusitanismes.

Communauté valencienne. Le **valencien** est une langue conservée d'abord par les campagnes littorales, très proche du catalan mais insistant sur ses légères différences par anti catalanisme contrairement aux Baléares où le terme catalan est accepté. En 2005 [2], près de 94 % de la

population comprendraient le valencien, **78 %** le **parleraient** et **50 %** l'écriraient. Mais savoir le parler ne veut pas dire **l'utiliser** : il ne le serait systématiquement que par **32 %** dans la zone de prédominance linguistique (campagnes traditionnelles), encore moins à l'échelle de la communauté car il n'est pas une langue propre dans le sud de la province d'Alicante et dans les montagnes et les hauts plateaux de l'Ouest. D'ailleurs, les élus régionaux utilisent peu la langue.

Baléares. 92 % des autochtones (la Communauté comprend de nombreux étrangers) comprendraient le **catalan**, **72 %** le **parleraient** et 31 % l'écriraient. Mais comme, dans la plupart des autres communautés à l'exception de la Catalogne, les habitants utilisent majoritairement le castillan.

Asturies : le *bable* ou *asturien* est parlé au maximum par 10 % de la population. La compréhension est plus répandue en raison de la proximité avec le castillan.

* La **politique linguistique** est centrée sur **l'administration, l'enseignement, les médias, la culture et l'affichage.**

* L'usage de la langue propre dans les pouvoirs publics et les fonctions publiques

► Dans **les fonctions publiques autonomes (territoriales), la maîtrise si ce n'est l'usage de la langue propre est généralement obligatoire.** Par exemple, en *Catalogne*, les fonctionnaires doivent s'adresser en catalan aux usagers la première fois qu'ils communiquent oralement ou par écrit avec eux. Les enseignants doivent maîtriser aussi bien le catalan que le castillan. Néanmoins, dans les Communautés où l'usage de la langue est limité, les niveaux exigés de langue varient en fonction du type de postes mis à concours (cas du *Pays Basque* par exemple). Aux *Baléares*, les fonctionnaires quinquagénaires sont exemptés de l'obligation.

► Dans la fonction publique d'Etat, la langue propre n'est généralement pas obligatoire, sauf en *Catalogne* à la demande de l'Etat lui-même, une situation difficilement pensable en France...

► Certaines langues propres peuvent être utilisées en **Justice** sans obligation de traduction, catalan et valencien par exemple.

* **L'enseignement** dans les Communautés autonomes ayant une langue propre est d'une **grande complexité** car il existe différents types au sein même des communautés. Il est possible de le résumer en **4 modèles** [3] qui, de surcroît, peuvent évoluer pour le même élève entre la maternelle et le 2ème cycle du secondaire. Dans certaines communautés, ce sont les parents qui font le choix du modèle retenu pour leurs enfants (*Navarre*), dans d'autres, c'est l'établissement scolaire (*Communauté valencienne*) ou bien la Communauté elle-même qui l'impose à tout le territoire (*Catalogne, Galice*).

► 1. Enseignement **exclusivement en castillan.** La *Navarre* est la seule communauté où ce modèle est majoritaire (60 % environ) ce qui est logique puisque le basque n'est pas une langue officielle dans la moitié méridionale de la Communauté. En revanche, dans la zone bascophone du NO, ce modèle ne peut être choisi que si l'élève n'a pas commencé sa scolarité dans cette région et/ou que sa famille y réside provisoirement.

► 2. Enseignement **majoritairement en castillan**, la langue propre étant l'équivalent d'une LV1. Ce modèle est présent également en *Navarre* (20 % environ, en particulier dans la zone

mixte), au *Pays Basque* (25 % environ), dans la *Communauté valencienne* (8 %, surtout dans la partie occidentale proche de la Castille et dans le sud d'Alicante), dans les *Asturies* à l'école primaire (50 % environ) et dans la frange orientale catalanophone de l'Aragon bien que la langue propre ne soit pas co-officielle dans ces deux dernières communautés.

▶ 3. Enseignement **bilingue** mais avec une parité qui n'est pas totale dans la Communauté valencienne (6 heures minimum de valencien). La *Galice* en est la meilleure illustration (100 % des élèves) avec une parité totale : les sciences de la nature, les sciences sociales, la géographie et l'histoire, les mathématiques et l'éducation à la citoyenneté sont enseignées exclusivement en galicien. Néanmoins, la nouvelle Xunta de droite depuis 2009 semble vouloir laisser un plus grand choix aux familles en proposant également le modèle n°2. Le modèle 3 est majoritaire également dans la *Communauté valencienne* (2/3) et bien représenté dans les *Iles Baléares* (plus de 40 % avec une vraie parité horaire) et au *Pays Basque* (23 %).

▶ 4. Enseignement **majoritairement dans la langue propre**, le castillan étant une LV1. C'est le modèle exclusif de la *Catalogne* (100%), une situation limite sur le plan constitutionnel puisque le catalan est de facto un devoir ce que renforce le projet actuel de loi exigeant une parfaite maîtrise du catalan pour tous à la fin du secondaire. Il est majoritaire aux *Baléares* (56 %) et au *Pays Basque* (la moitié) et bien représenté dans la *Communauté valencienne* (25 % environ) et en *Navarre* (22 %, zone bascophone et mixte). **Même si le castillan est une discipline secondaire, il doit être maîtrisé à la fin de la scolarité obligatoire**, y compris en Catalogne. **Ce modèle est plus développé à l'école primaire qu'à l'école secondaire** où il évolue vers le modèle 3. Par exemple, aux Baléares, le taux passe de 75 % à la maternelle à 36 % au lycée.

▶ Dans l'enseignement supérieur, c'est en Catalogne que la langue propre est la plus développée (plus de la moitié des professeurs l'utilise) alors que dans la Communauté valencienne, 10 % des cours seulement sont en valencien.

* L'usage de la langue propre dans les médias et la culture

▶ Contrairement à la France où les langues régionales sont marginalisées y compris sur FR3, théoriquement chaîne publique régionale, les médias autonomes en langue propre sont très nombreux et puissants en Espagne. Ils contribuent efficacement à la compréhension de la langue surtout lorsqu'ils émettent des programmes de grande audience comme... les matchs de football des équipes locales. **Des radios et télévisions autonomes publiques émettent intégralement dans la langue propre** : par exemple ETB au *Pays Basque* et en *Navarre* bascophone (1 radio et 2 chaînes TV intégralement), même nombre dans la *Communauté valencienne*, 5 radios et 2 chaînes TV en *Catalogne*. De surcroît, de nombreux autres médias audiovisuels privés ou publics émettent **partiellement** dans la langue propre (quasiment 200 radios en Catalogne). Cette vaste diffusion est facilitée par une politique généreuse de subventions (en Catalogne seule la presse écrite en catalan bénéficie de subventions de la Generalitat...) et d'exonérations fiscales. Quant à la presse écrite, quasiment tous les médias catalans utilisent la langue propre ce qui n'est pas le cas dans les autres communautés.

▶ La *Catalogne*, de surcroît, impose des **quotas** d'émissions en catalan aux radios privées (50 % du temps d'antenne et 25 % de chansons en catalan). De même, 25 % des films doivent être doublés en catalan et, lorsqu'il s'agit de grosses productions, la moitié des copies diffusées doit l'être sous peine de fortes amendes, voire d'interdiction de salle, ce qui a suscité une forte irritation chez les grandes compagnies hollywoodiennes.

► En revanche, les *Baléares* n'ont pas de politique linguistique contraignante en matière de médias.

* L'usage de la langue propre dans l'affichage

► La **toponymie** doit être généralement dans la **langue propre**. Elle peut être aussi bilingue.

► L'affichage commercial doit être de préférence dans la langue propre mais il n'y a qu'en *Catalogne* que son caractère est obligatoire avec récemment des sanctions pouvant aller jusqu'à 10.000 .

* **La Catalogne a la politique linguistique la plus volontariste puisqu'elle n'entend pas focaliser l'usage du catalan dans les services publics mais également dans toutes les activités professionnelles, syndicales et politiques.** Par exemple, les commerçants ne sont plus tenus de répondre à leurs clients dans la langue de leur choix mais simplement de les écouter...

1.3. Les limites du modèle espagnol

a) Le risque de **sécession** ?

* Ce risque ne concerne que le **Pays Basque** (avec de surcroît le rêve de réunir à une Euzkadi indépendante la Navarre et les 3 provinces basques françaises, *Labourd*, *Soule* et *Basse Navarre*) - le 1/3 de la population basque serait favorable à l'indépendance - et la **Catalogne**. Pour l'instant, ce risque a été évité, il est vrai au prix d'importantes concessions. Quant à l'avenir, il serait périlleux de faire un pronostic. Aussi faut-il s'en tenir à 3 scénarios possibles.

* Le 1er, le pire, est le **scénario « yougoslave »**, à savoir une déclaration d'indépendance du Pays Basque, voire de la Catalogne, qui serait considérée comme un casus belli par l'armée.

► Seule **l'ETA** reste engagée dans une logique indépendantiste recourant à la violence. Malgré le statut d'autonomie, elle a poursuivi ses attentats qui firent des centaines de morts dont 118 pour la seule année 1980, l'année de la formation du Parlement basque.

► **L'armée** est une inconnue. Elle semble avoir renoncé aux tentations putschistes malgré toutes « les couleuvres avalées » depuis les débuts de la transition. Elle est restée stoïque durant les premières années de la transition malgré les nombreux attentats terroristes dont elle a été victime et la majorité d'entre elle n'a pas suivi le « pronunciamiento » de février 1981. Mais c'est un milieu qui reste fermé, avec des pratiques endogames d'autant plus fortes que le service militaire a été supprimé, très marqué à droite et attaché viscéralement à l'unité du pays. Le fait que le gouvernement socialiste ait ordonné le retrait des troupes espagnoles du Kosovo en 2009 est un message plutôt explicite sur l'hostilité de l'armée à un symbole de séparatisme.

► Le scénario yougoslave est le moins probable car la majeure partie de la société basque et catalane refuse le recours à la violence pour atteindre l'indépendance. L'ETA est en perte de vitesse et il est possible de former l'hypothèse d'une dérive mafieuse. Néanmoins, elle continue de jouir de l'appui d'une minorité dite *Abertzale* dont la « vitrine légale » l'est de moins en moins, la justice espagnole interdisant ces dernières années les partis qui s'en

réclament, le dernier en date étant *Acción Nacionalista Vasca* qui compte quand même 43 maires.

* Le 2ème est le scénario « **tchécoslovaque** » (« divorce de velours »), celui que souhaitent les nationalistes basques modérés, en premier lieu le PNV majoritaire relativement jusqu'en 2009. Pour l'instant, son intention est de pousser le plus loin possible l'autonomie. En 2002, le chef du gouvernement basque, le lehendakari *Ibarretxe*, a proposé au Parlement régional basque « un nouveau projet » politique basé « sur la libre association et la souveraineté partagée » dans « un véritable État plurinational ». Le tiers des Basques selon un sondage serait favorable à cette voie. C'est le souhait également de la minorité indépendantiste catalane, celle qui siffle le Roi, brûle des drapeaux espagnols ou organise à l'échelle communale des referenda d'indépendance (décembre 2009). Le nationalisme catalan actuel est alimenté par le recours contre son dernier statut d'autonomie et son mécontentement face à une solidarité fiscale intercommunautaire qui l'a sans doute trop désavantagée.

* Le 3ème scénario est le **statu quo** qui semble actuellement le plus probable.

► En effet, au Pays Basque même, le 1/3 de la population y est favorable. De surcroît, en 2009, pour la 1ère fois depuis le statut d'autonomie, une coalition anti - indépendantiste a remporté les élections (Lehendakari socialiste *Patxi López*) illustrant ainsi la pertinence d'un changement d'échelle. Alors qu'à l'échelle nationale, le PSOE privilégie les alliances avec les partis nationalistes, à l'échelle locale, le *PS de Euzkadi* (PSOE) a fait alliance en 2009 avec le Parti Populaire, autrement dit la droite espagnoliste pour faire échec au PNV.

► En *Catalogne*, le dernier statut d'autonomie, pourtant très avantageux, n'a été approuvé que par 40% des inscrits.

* **Le risque de sécession est inexistant dans les autres communautés**

► Par exemple, 3 % seulement des Aragonais veulent être indépendants. Le 2ème statut d'autonomie de l'Andalousie n'a été approuvé que par 30 % environ des inscrits... Au delà d'une simple anecdote, le football est un excellent indicateur des sentiments identitaires : la *Selección* (l'équipe nationale) ne joue jamais en Catalogne et au Pays Basque - même si les joueurs basques et catalans sont loyaux - alors qu'elle le fait très souvent à *Valencia* et *Sevilla* dont la « nationalité historique », selon leur statut d'autonomie, n'est absolument pas incompatible avec la nationalité espagnole, bien au contraire.

b) Le risque est d'abord celui d'une **montée des égoïsmes, des crispations communautaires** et d'un affaiblissement de l'Espagne en tant que nation

* Ceci se manifeste par la **multiplication des recours de certaines communautés** contre les nouveaux statuts d'autonomie de leurs voisins sur fond d'hydropolitique et de politique fiscale notamment. En effet, la **solidarité fiscale inter communautaire est de plus en plus contestée** ce qui fait songer au modèle italien avec les revendications de la Ligue du Nord.

* D'autre part, même si la sécession est peu probable, il existe bien un « **divorce dans les esprits** » entre le Pays Basque et la Catalogne d'une part, et le reste de l'Espagne d'autre part. Les **Basques** et les **Catalans** le sont de « **c ur** » et « **espagnols de passeport** ». Ceci engendre un anti « basquisme » et un anti catalanisme croissant, qui dépasse les simples rivalités ou ranc urs régionales que l'on peut rencontrer en France, en particulier dans les

communautés du Sud (vieux rapport Nord Sud) - pour l'Andalou, le centre n'est pas Madrid mais Barcelone - et dans la Communauté de Valence (rivalité, voire complexe traditionnel).

c) Les limites économiques

* L'essor des Communautés autonomes a entraîné une forte croissance des dépenses publiques non seulement à cause des transferts de compétences - ce qui est normal - mais par une tendance au gonflement de la **bureaucratie** qui peut s'expliquer par un certain **clientélisme** local, des traitements excessifs pour les cadres dirigeants (supérieurs souvent à la fonction publique d'Etat), une **surenchère** en terme de **marketing territorial** (promotion externe, réalisations prestigieuses, etc.) et une **corruption** qui peut être facilitée par l'importance des pouvoirs locaux de décision : l'Espagne est au 28ème rang mondial selon *Transparency International*. D'autre part, mais c'est un problème que la France connaît bien également, le principe de subsidiarité est difficile à appliquer avec l'empilement des différents échelons administratifs.

* Cependant, si la rivalité intercommunautaire est parfois une source de gaspillage, elle est également facteur d'une **émulation** qui peut être positive en terme d'innovation et de notoriété. L'Etat des autonomes a permis, sans aucun doute, à des métropoles comme *Valencia* de faire un bond en avant en terme d'équipements et de manifestations internationales grâce à la compétition avec *Barcelone*. Dans un Etat très centralisé, il n'est pas sûr qu'elle eût disposé des moyens de ses ambitions.

* **L'immigration est un défi pour les nationalismes périphériques.** En Catalogne, à peine plus de 50 % de la population est d'origine catalane en raison du boom de l'immigration étrangère qui est venue s'ajouter à l'immigration méridionale du « desarrollo » des années 1960 - 73. Dans la Communauté valencienne, quelle peut être la politique linguistique lorsque de nombreuses communes de la province d'Alicante ont une majorité de leur population étrangère qui utilise le castillan (si ce n'est simplement leur propre langue, anglais ou allemand) et non pas le valencien ?

II LE MODELE GEODEMOGRAPHIQUE

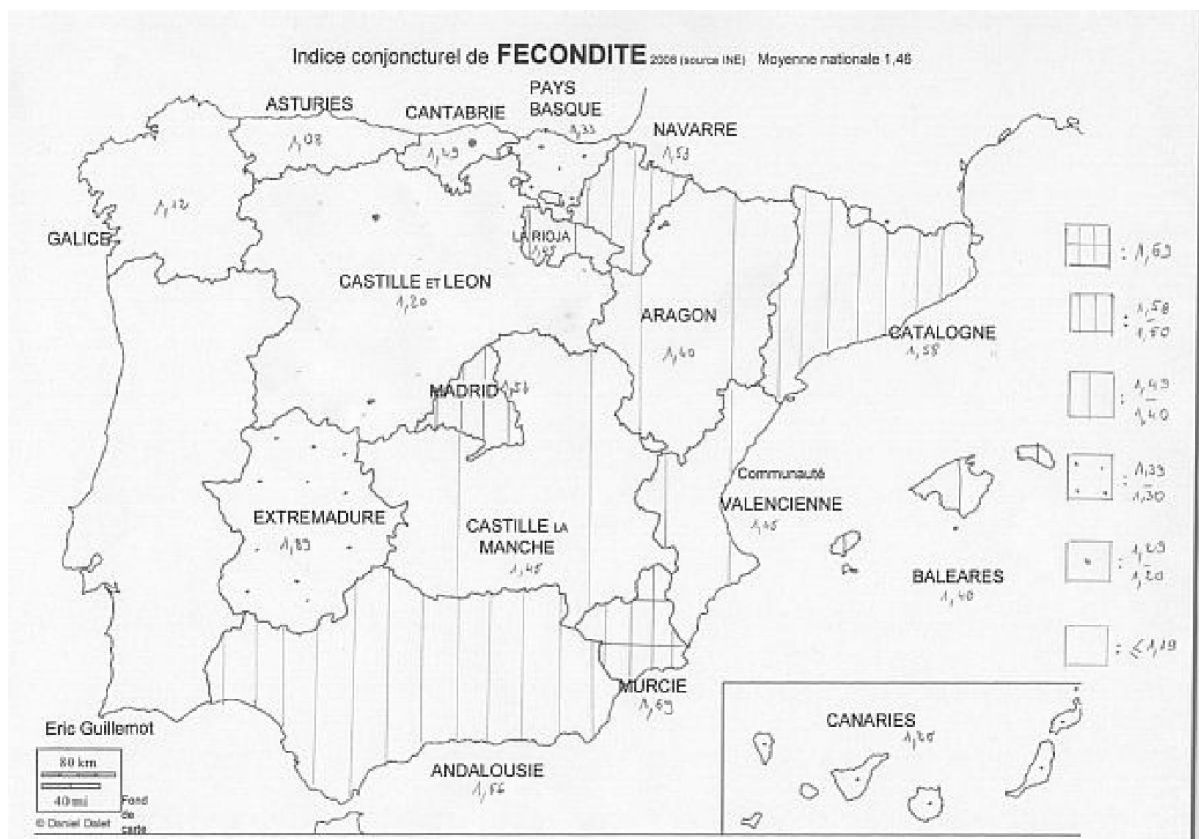
* Comme type, la question d'une démographie espagnole originale se pose. En fait, il n'est pas si singulier car nous le retrouvons, à des degrés plus ou moins médiatisés, dans les autres pays du Sud de l'Europe, en particulier en Italie et en Grèce. Il est donc préférable de parler d'un type européen méridional caractérisé de la manière suivante : **un achèvement très rapide de la transition démographique à partir de la fin des années 1970 et un retournement migratoire qui devient très intense à partir de la fin des années 1990.**

* Bien qu'il soit peu fréquent d'évoquer l'**urbanisme** dans une réflexion démographique, le faire ici permet de mettre en lumière le lien entre les mouvements de la population et la manière d'habiter et de vivre la ville. D'autant plus qu'urbanisation et urbanisme ont de fortes incidences économiques et mêmes politiques.

2.1. Une fin accélérée de transition démographique : la chute de la fécondité après la fin du franquisme

* Ce n'est pas si original car de telles chutes sont observables dans les autres pays méditerranéens ou en Asie de l'Est ou centrale (cas spectaculaire de l'Iran après 1986).

* L'**indice de fécondité est passé de 2,86 en 1975** (année de la mort de Franco) à **1,60 en 1986** (c'est en 1981 qu'il est passé sous 2,1) et **1,18 en 1996**. Il est remonté depuis à **1,46 en 2008**.



► Les **facteurs de la baisse** sont après la fin de la dictature le recul de la pratique religieuse et la banalisation des moyens de contraception (mais une réticence encore forte jusqu'à une période récente à l'égard des naissances hors mariage), le chômage très élevé des jeunes, le phénomène « *Tanguy* » lié en partie à l'obsession de la propriété du logement (on a un enfant lorsqu'on a un logement, le fameux « *pisó* » ...) et, surtout, la **quasi absence d'une politique nataliste** de soutien financier dans le cadre de l'essor de l'activité féminine (très peu de prestations et de crèches).

► Les **facteurs de la remontée** depuis 1996 sont le retard des naissances au delà de 30 ans, l'impact fort de l'immigration puisque la remontée coïncide - et ce n'est pas un hasard - avec la chronologie de l'immigration. **Alors que la population étrangère représente 12 % de la population totale**, les mères étrangères (46,5 % de la population étrangère) assurent déjà **21 % des naissances**.

► Les **différences régionales** reposent (hors impact de l'immigration) sur l'**opposition traditionnelle d'un Sud plus fécond (Andalousie, Murcie) avec un Nord qui l'est moins**, une opposition encore perceptible avec une légère nuance pour *la Navarre*, fief catholique où les médecins refusent de pratiquer des avortements. Mais le principal facteur est aujourd'hui la **forte corrélation avec la géographie de l'immigration**, avec quelques écarts bien sûr. Les fortes fécondités *relatives* sont souvent celles des régions à fortes naissances de mères étrangères et symétriquement. Les écarts sont intéressants : sans les mères étrangères, la fécondité de *la Rioja* serait très faible ainsi que celles de *Aragon* et de la *Communauté valencienne* dont la fécondité est inférieure à la moyenne nationale bien que les mères

étrangères assurent le ¼ des naissances. De surcroît, dans les *Baléares*, les *Canaries* et la *Communauté valencienne* de nombreuses étrangères sont également des retraitées de l'Europe du Nord ce qui souligne la fécondité élevée des mères d'autres origines.

► **La fécondité la plus forte est celle des Africaines.** Alors que les **Marocaines** représentent environ **15 % des mères étrangères**, elles assurent **23,5 % des naissances**. D'ailleurs à *Ceuta* et à *Melilla* (enclaves espagnoles dans le nord du Maroc), elles assurent quasiment la moitié des naissances. Les Roumaines représentent 15 % des mères étrangères et 12,6 % des naissances, les Equatoriennes 9 % pour les 2 données. En valeur absolue, ce sont les mères ibéro américaines qui ont les naissances les plus nombreuses (36,5 %).

* **La chute de la fécondité entre 1976 et 1996** avait conduit progressivement à une **stagnation** de la population bien que l'émigration eût disparu. Mais **l'immigration** et, d'une manière secondaire, le redressement de la fécondité débouchent **en une douzaine d'années**, sur un **gain de 7 millions d'habitants** (de 39,67 en 1996 à 46,74 fin 2008), soit + 18 % contre 8 % pour la France dans la même période, ce dernier pays assurant pourtant à lui seul la moitié du solde naturel positif de l'Union Européenne.

► Une fois de plus, les différences régionales soulignent le rôle essentiel du solde migratoire avec une **forte corrélation entre immigration et croissance démographique**. Les *Baléares* ont la plus forte part d'étrangers dans leur population (22%) et la plus forte croissance démographique (+44%) entre 1996 et 2008. Les *archipels*, les *littoraux méditerranéens* et *Madrid* enregistrent les **plus fortes croissances** démographiques. Inversement, les communautés du *NO* à faible immigration ont les **plus faibles croissances** démographiques.

2.2. Le retournement migratoire

a) Les données et les caractères plus ou moins originaux

* Il y avait **4,75 millions d'étrangers en 2009** (une partie des immigrés a déjà été naturalisée) en **situation légale** (un peu plus de 10 % de la population) contre 1 million à la fin de la décennie précédente. Avec les « **empadronados** » (originalité espagnole : situation de **semi légalité** avec juste une inscription en mairie, pour bénéficier de droits sociaux locaux comme la scolarisation des enfants, mais pas encore de permis de séjour de l'Etat), les étrangers étaient **5,65 millions** (12 % de la population ; 5,8 % d'étrangers et 8,4 % d'immigrés en France).

La crise se traduit par une forte baisse des effectifs depuis 2008, le taux de chômage des étrangers atteignant désormais 30 % (20 % en France). Le gouvernement socialiste a signé le Pacte de l'UE sur l'immigration proposé par *B. Hortefeux* et encourage les retours (2 ans d'allocations chômage sous condition de ne pas revenir avant 3 ans) : 300.000 étrangers ont quitté le pays en 2009 mais seulement 9.000 ont sollicité cette aide au retour.

* Les caractères peu originaux

► L'immigration en Espagne est d'abord une **immigration de travail**, ce qui n'est plus le cas de plusieurs pays européens où le facteur travail est minoritaire ; en *France*, par exemple, le regroupement familial représente 50 % et le facteur études 26 %. La chronologie rend compte

de cette différence puisque, dans ces pays, l'immigration de travail fut largement dominante jusqu'en 1973. En Espagne, pendant le « desarrollo » franquiste (1959/73), le pays avait pu compter sur ses immenses réservoirs ruraux tandis que le 2ème boom après 1996 a eu recours massivement à une main d'œuvre très bon marché dans un pays où le SMIC est très faible (633 net).

Un autre caractère est le **cosmopolitisme** des origines que nous retrouvons dans quasiment tous les pays développés aujourd'hui, caractère bien connu d'une immigration récente. Néanmoins, l'effet proximité reste important : les Européens de l'UE représentent 39 % des étrangers en situation légale et les **Marocains** (16 % des étrangers en situation légale) constituent la **1ère communauté nationale** tandis que les *Subsahariens* sont de plus en plus nombreux avec les circuits bien connus du transit clandestin et toutes ses tragédies associées : par exemple les naufrages des embarcations appelées « pateras ». Les *Ibéro américains* sont les plus nombreux (31 %) tandis que les *Asiatiques* représentent 6,3 % des effectifs, les *Chinois* notamment qui forment la 6ème communauté derrière les Britanniques.

* L'immigration en Espagne s'inscrit dans un **modèle méditerranéen** avec des caractères observables également en *Italie*, en *Grèce* et au *Portugal* dans une moindre mesure.

► Il se caractérise par l'importance des flux d'**Europe centrale et orientale** (le recours à l'immigration est postérieur à la chute du mur de Berlin), avec notamment une importante communauté **roumaine** (langue latine et, surtout, intégration dans l'UE) qui forme la **2ème communauté** (15 % des étrangers en situation légale). En provenance de cette région, les 2èmes sont les *Bulgares*.

L'importance des femmes (46,5 %) - avant même un regroupement familial - est un 2ème caractère en raison d'une offre importante de **travail domestique**. Il existe en Espagne une forte tradition de recours au salariat domestique grâce au coût peu élevé (d'autant plus qu'il est souvent souterrain), tradition renforcée désormais par l'essor de l'activité des Espagnoles de souche et, surtout, un vieillissement intense, les personnes âgées ayant largement recours à ce type de services d'autant plus que la forte prise en charge familiale (le placement en maison de retraite est un pis aller avec une forte charge de culpabilité des enfants) est en train de s'essouffler avec l'essor de l'activité féminine et l'allongement de l'espérance de vie.

* Originalité du type espagnol en Europe

► C'est le poids des **Ibéro - américains (andins surtout) - 31 %** - mais dans une logique qui n'est pas si originale puisqu'il s'agit des liens créés par l'histoire coloniale (au Portugal également une présence brésilienne). Les *Equatoriens* forment la **3ème communauté** (9,3 % des étrangers en situation légale), les *Colombiens* la **4ème communauté** (6 % des étrangers en situation légale) et viennent ensuite les *Péruviens* et les *Boliviens*. 55 % des immigrants légaux arrivent par l'aéroport de Madrid, un indice de l'importance du poids des Ibéro américains.

Un poids sans doute plus fort qu'ailleurs des **retraités de l'Europe du NO** ce que nous pourrions qualifier d'« effet Floride ». Au sein des ressortissants de l'UE 27 qui représentent 39% des étrangers (dont 15 % de Roumains), les **Britanniques** sont 2èmes avec 5 % des effectifs (230.000) très nombreux dans la province d'*Alicante* où les étrangers dans leur ensemble dépassent dans de nombreuses communes littorales la moitié de la population. Quant aux **Allemands**, ils forment la 3ème communauté européenne (200.000) et sont nombreux dans les deux archipels (*Baléares* et *Canaries*), ce qui explique d'ailleurs que l'indice de fécondité de ces communautés n'est pas très stimulé (mères européennes : 27 % des naissances alors qu'elles constituent 40 % des étrangères).

b) Les facteurs

* Le 1er est, bien sûr, la **forte croissance économique** de la période 1996 - 2007 avec une boucle évidente de rétroaction. L'immigration est à la fois conséquence (offre d'emplois) et cause du « boom » avec une main d'œuvre très bon marché dans les moteurs économiques du pays : agriculture méditerranéenne d'exportation, BTP et services touristiques et récréatifs. Viennent ensuite le poids de l'**économie souterraine** bien adaptée à l'immigration clandestine, les **facilités pour les Ibéro américains** (double nationalité, visa de tourisme) surtout dans les premières années car la législation a été progressivement durcie, et les **grandes campagnes de régularisation** des sans papiers pour augmenter les prélèvements obligatoires et réduire l'économie souterraine : **1996** et surtout **2005**, 700.000 pour cette seule année.

c) Les conséquences

* Comme nous l'avons vu précédemment **un redressement de la fécondité** et de la **natalité** qui permet de **soutenir les soldes naturels positifs** : seules les communautés du *NO (Galice, Castille et León, Asturies)* ont des soldes naturels négatifs (les plus faibles parts d'immigrés), soldes qui étaient déjà négatifs à la fin des années 1980. De surcroît, des Communautés qui avaient des soldes négatifs dans les années 1980 ont retrouvé des soldes naturels positifs ou équilibrés (*Cantabrie et Aragon*).

Logiquement, **le vieillissement est freiné**, les communautés les plus vieilles étant celles du *NO* à faible population immigrée. Avant l'explosion du chômage consécutive à la crise de 2008, le rapport cotisants étrangers / retraités étrangers était de 30 à 1 alors qu'il était de 2,6 pour 1 dans la population de nationalité espagnole, ce qui n'empêche pas le gouvernement socialiste de former le projet de porter l'âge légal de la retraite à 67 ans pour 2024.

* **L'immigration joue un rôle majeur dans plusieurs branches économiques**, en particulier les BTP, les cultures spécialisées avec une quasi disparition de la main d'œuvre espagnole, le tourisme et les services aux personnes âgées.

* Se posent également les **questions de l'intégration** (au sens socio - économique du terme) et de **l'assimilation** (adhésion au système de valeurs du pays d'accueil). Il ne faut pas surestimer un modèle espagnol qui serait favorable aux immigrés malgré un discours officiel conciliant (*Alliance des civilisations* par exemple) et des tensions moins vives qu'en Italie par exemple. En effet, et au risque de choquer le lecteur, nous estimons que le potentiel xénophobe et raciste de la société espagnole ne doit pas être sous estimé en raison de la très faible tradition d'immigration et de certains traits de l'histoire (expulsions massives de caractère religieux, « *limpieza de sangre* »).

De toute manière, il convient d'être prudent sur ce sujet car il est trop tôt pour se prononcer. L'immigration en Espagne est très récente, elle est de travail et peu familiale, aussi faudra-t-il attendre la 2ème génération pour avoir une idée plus juste sur le processus d'intégration et, a fortiori, d'assimilation.

Néanmoins, certains indices sont déjà révélateurs comme la résistance croissante de certaines mairies à « *empadronar* », la formation de ghettos, la concentration d'élèves étrangers dans l'école publique avec une fuite importante des enfants « de souche » vers l'école privée, l'émergence de bandes adolescentes violentes ibéro - américaines sur le modèle des *Maras* des métropoles d'Amérique centrale.

d) La géographie

* Par **communautés** en valeurs absolues, dans l'ordre décroissant, la **Catalogne (20 %** des étrangers légaux en Espagne), **Madrid (18 %)**, la Communauté **Valencienne (12 %)** et l'Andalousie.

Par **provinces** en valeurs absolues, **Madrid (18 %** des étrangers légaux en Espagne), **Barcelone (15 %)**, **Alicante, Valence, Murcie** et **Malaga**.

Par communautés en valeurs relatives, **Baléares (22 %** de la population est étrangère), la Communauté **Valencienne (18,5 %)**, **Madrid (17 %)**, la **Catalogne (15 %** contre 2 % en 2000.). Inversement *Extrémadure, Galice et Asturies* comptent moins de 4 % d'étrangers dans leur population.

* En 2008, les **migrations intercommunautaires d'étrangers** ont privilégié, dans l'ordre décroissant et en termes relatifs, *La Rioja, Castille la Manche* (périurbanisation madrilène), les *Baléares*, la *Navarre* et *Murcie*, une géographie qui souligne (à l'exception de Castille la Manche) l'importance des périmètres agricoles, secteur épargné par la crise.

Elles montrent aussi **une certaine diffusion dans l'ensemble du territoire** : par exemple dans la *corniche cantabrique* à l'exception de la Galice, *le Pays Basque* ayant quasiment autant attiré que Madrid.

* En conséquence, **l'immigration tend à renforcer une répartition de la population** privilégiant **les métropoles et les littoraux, méditerranéens** en particulier.

► En effet, les 3 communautés ayant les plus grandes **métropoles** (*Madrid, Barcelone et Valence*) concentrent la moitié de la population immigrée. Ceci se constate également à l'échelle régionale : en *Aragon*, c'est la métropole, *Saragosse*, qui concentre une grande partie de la population étrangère de la Communauté (sinon périmètres irrigués de *l'Ebre*, de ses *affluents* et le vignoble de *Cariñena*).

► En dehors des littoraux méditerranéens, les immigrants s'installent surtout dans les **terroirs de cultures spécialisées**, les jeunes espagnols ayant déserté l'activité agricole : *Ribera de Navarre, Aragon, La Rioja*, etc.

► **L'exception basque** vaut la peine d'être relevée. Alors que cette communauté a le 1er PIB / h, la part des étrangers dans sa population est inférieure à la moyenne nationale. Il faut y voir probablement les effets d'une image peu attractive, l'obstacle éventuel de la langue et une certaine fermeture à l'autre déjà perceptible à l'époque du « desarrollo » lorsque les immigrants du Sud étaient qualifiés de « *maketos* ». Le football étant plus qu'un jeu en Espagne, il est intéressant d'observer que *l'Athletic Bilbao* et la *Real Sociedad de San Sebastián* sont les seules équipes du championnat de 1ère division espagnole, et probablement de tous les championnats européens, dont quasiment tous les joueurs sont basques.

2.3. L'urbanisme espagnol : entre originalité du modèle (dans le contexte européen) et banalisation

a) L'obsession de l'accès à la propriété

* Quasiment **90 % des ménages** espagnols sont propriétaires de leur logement (57 % en France). Les banques octroient des crédits hypothécaires avec une échéance de 50 ans ! D'une

certaine manière, c'est la version espagnole des « *subprimes* », la faible solvabilité étant compensée par un échéancier très long. Pour la plupart des Espagnols, louer revient à perdre de l'argent, le logement étant le patrimoine par excellence. Il est vrai que le logement social aidé est très peu développé et, paradoxalement, il l'était plus sous Franco (VPO, *vivienda de protección oficial*, logement de protection officielle).

b) Le déficit de planification et la spéculation

* Bien que les PGOU (*Plan general de ordenación urbana*), l'équivalent de nos POS (Plan d'occupation des sols) ou PLU désormais (Plans locaux d'urbanisme), existent depuis 1956, le **déficit de planification - ou l'illégalité** tout simplement - est un problème récurrent. Il a longtemps existé une tradition du lotissement périurbain informel où les propriétaires ruraux se contentaient de dessiner la voirie sans la viabiliser (*parcelación, urbanización*) avec une auto - construction importante. Cette pratique est restée importante jusqu'à une date récente pour les résidences secondaires estivales : « *chalet* » avec une sociabilité plus familiale que communautaire, adaptée à l'habitat individuel.

* L'enrichissement de la bourgeoisie s'est faite principalement sur la base de la rente foncière et immobilière à l'exception des bourgeoisies entreprenantes de la Catalogne, du Pays Basque, voire de la Communauté Valencienne. Aujourd'hui encore, **la spéculation foncière** et la construction immobilière sont des leviers majeurs de la grande fortune en Espagne, *Luis Del Rivero* patron de *Sacyr Vallehermoso* (en difficulté actuellement avec l'éclatement de la bulle immobilière) - qui avait lancé une OPA ratée sur le géant français Eiffage - ou *Florentino Pérez* patron de *ACS* et du mythique club de football, le Real Madrid, en sont des exemples bien connus même si le plus caricatural a été celui de *Jesús Gil y Gil* devenu patron du club de football de l'Atletico Madrid et maire de la célèbre station de la Costa del Sol, Marbella. La corruption y était telle qu'il fut acculé à la démission. Ses successeurs, en particulier le conseiller d'urbanisme *Juan Antonio Roca*, ne « démeritèrent » pas puisque le gouvernement prit la décision extraordinaire de dissoudre le conseil municipal, la justice emprisonnant les principaux protagonistes. Entre temps, des dizaines de milliers de logements avaient été construits illégalement sur des terrains non constructibles ou requalifiés de manière abusive. En effet, à l'échelle de toute l'Espagne, en particulier sur les littoraux, **la requalification du sol en terrain constructible** - ou plus simplement **l'absence de contrôle de la légalité de la construction** (1 million de logements n'étaient pas déclarés au fisc avant que le ministère des finances et le cadastre opèrent un recoupement rigoureux...) - est une cible privilégiée de la corruption des élus municipaux.

D'autres pratiques font également le bonheur des spéculateurs et des promoteurs en toute légalité cette fois. Par exemple, dans la *Communauté valencienne*, les *PAI (Plan de Actuación Integrada)* dans le cadre de la loi de régulation de l'activité urbanistique, *LRAU*) permettent aux promoteurs de délimiter une aire dont ils ne sont que partiellement propriétaires. Les autres propriétaires, en particulier les petits, même s'ils ne sont pas d'accord ou n'en ont pas les moyens, ont une obligation de viabiliser le sol (voirie, réseaux, etc.) si celui - ci n'est pas construit et de payer des charges de copropriété exorbitantes, ce qui les contraint parfois à céder leurs parcelles souvent à bas prix au promoteur, unique acheteur possible. Dans le pire des cas, même des parcelles construites sont cédées partiellement ou totalement pour permettre au promoteur d'urbaniser selon son bon vouloir. Devant cette atteinte au droit de propriété, les petits propriétaires, en particulier les retraités étrangers handicapés par l'obstacle linguistique, ont déposé de nombreux recours auprès des institutions européennes avec l'aide de leurs consulats.

c) Pas d'hostilité à la **verticalisation**

* Alors qu'en France, l'habitat vertical collectif, surtout lorsqu'il est social, est fortement stigmatisé (« inhumain » même selon Jacques Chirac lorsqu'il était Président de la République), sa représentation en Espagne est beaucoup plus neutre. Le touriste français est généralement très surpris d'observer l'importance de ce type d'habitat y compris dans des agglomérations de taille très modeste.

Ce n'est pas seulement la conséquence de l'obsession de la propriété qui impose aux ménages modestes de renoncer à la maison individuelle plus coûteuse. Pour preuve, **les ménages de classes moyennes et aisées sont également nombreux à se loger dans l'habitat vertical**. Certaines conditions sont alors requises pour ces ménages comme la proximité des services, une proximité facilitée par un **zonage plus souple** qu'en France, les rez de chaussée (« *bajo* ») étant souvent habilités comme locaux commerciaux. Dans les immeubles de standing, il existe aussi des équipements collectifs (salle de sport ou piscine par exemple) pour les résidents. Néanmoins, depuis une vingtaine d'années, **l'habitat horizontal périurbain** connaît un fort développement, ce qui nous rapproche du modèle français, mais avec un type espagnol qui est celui des **maisons mitoyennes** (sur le modèle britannique) regroupées parfois sur des centaines de mètres et appelées populairement « *pitufadas* » (« schtroumpfettes »). La plupart de ces lotissements ont quelques services en commun, notamment sportifs.

d) Une forte **sociabilité**

* Que ce soit sous sa forme verticale ou horizontale, l'habitat espagnol traduit indéniablement une forte sociabilité, héritière de la **tradition méditerranéenne**, de *l'agora* et du *forum* de l'Antiquité à la *Plaza mayor* du Siècle d'or. Cette sociabilité que tout étranger constate dans la très impressionnante **culture de la rue et du lieu public** (par exemple, l'invitation des amis se fait de préférence dans un café - restaurant que chez soi) **ne doit pas être comprise comme un déterminisme climatique**, erreur très fréquente chez l'observateur étranger superficiel, **mais comme un fait culturel**. Deux exemples anecdotiques pour le souligner : en plein hiver à *Avila* (1100 mètre d'altitude), les rues et les cafés peuvent être « bondés » à 7 heures du soir, heure de la promenade et du ...goûter ; de même, il suffit de passer un soir d'hiver la frontière hispano française pour constater combien l'animation est bien plus forte du côté espagnol.

e) La banalisation vers le **modèle de Johannesburg** (étalement et ségrégation socio - spatiale) ?

* La **corrélation entre une forte croissance économique néo libérale** jusqu'en 2007, fondée sur l'endettement privé, la finance, la construction et les services (**modèle anglo - saxon**), et un **urbanisme de plus en plus marqué par le modèle nord américain n'est certainement pas fortuite**. L'élite politique et économique, de droite en particulier comme *José María Aznar* ou *Rodrigo Rato* (ministre de l'économie puis directeur du FMI), ne dissimule pas sa nette préférence pour le modèle anglo - américain et, inversement, un certain mépris pour la « vieille Europe » même si la crise de 2008 a conduit à tempérer cet affichage. Le profond déclin du Français et la domination de l'Anglais sont également symptomatiques.

* Aujourd'hui en Europe, ce sont certainement **les métropoles espagnoles** qui sont les plus **nord américanisées** avec une forte inclination pour un urbanisme vertical spectaculaire de **gratte - ciel**, y compris dans des stations balnéaires comme *Benidorm*, et des **infrastructures routières impressionnantes**, voire surdimensionnées (gigantisme bien connu des ronds points), pénalisant les déplacements piétonniers.

Néanmoins, comme dans les métropoles européennes, ce poids de l'autoroute urbaine n'a pas été incompatible avec un effort remarquable d'équipements de transports collectifs en site propre (TCSP comme les métros et tramways).

Alors que la verticalisation des péricentres laisserait supposer une périurbanisation plus limitée qu'en France, ce n'est pas le cas. Autoroutes et TCSP suburbains et périurbains favorisent un **étalement** avec une très forte consommation d'espace : l'espace urbain a augmenté de 50 % entre 1990 et 2000 à Madrid, il est vrai un exemple caricatural.

La **ségrégation socio - spatiale**, classique dans toute périurbanisation, se manifeste notamment par l'essor des « *condominios* », de plus en plus fermés (« *gated communities* ») avec des équipements collectifs récréatifs privés (golf par exemple) et même des centres commerciaux.

La forte croissance démographique a un puissant impact sur **l'économie résidentielle** (économie tirée par la croissance démographique) dans les territoires les plus dynamiques.

III L'ECONOMIE ESPAGNOLE : NI MODELE, NI CONTRE MODELE

* Quelques données de base :

► L'Espagne a le **9ème PIB mondial**, son PIB / h corrigé en parités de pouvoir d'achat est dans la moyenne de l'UE (indice **100**, devant celui de l'Italie - 98 -, l'indice de la France étant de 107). Un maximum de 105 avait été atteint en 2007. L'indicateur de développement humain (**IDH**) la place en **15ème** position (France 8ème) et elle est 13ème en terme de « Bonheur national brut » reposant sur 40 données avec 4 thèmes (Paix et sécurité ; Liberté, démocratie et droits de l'homme ; Qualité de la vie ; Communication, culture et éducation (France 15ème).

* Un peu d'histoire récente :

► Une **erreur fréquente**, même chez certains auteurs reconnus, est celle d'un important retard économique en 1975, à la mort de Franco. En fait, l'histoire économique du franquisme peut grossièrement se résumer en deux périodes.

La première de 1939 à 1959 correspond bien à l'image dominante, celle d'une économie agraire en retard et introvertie de surcroît.

Il en va autrement dans la deuxième période (**1960 - 73**) où, sous l'influence notamment de ministres et conseillers membres de l'Opus Dei, Franco accepte le choix de l'ouverture - par exemple un accord préférentiel avec la CEE en 1970 - et de la modernisation économique. Cette période, appelée « El **desarrollo** » (le développement), se traduit par une **croissance moyenne** du PIB de **7 % par an**, la plus forte de l'Europe de l'Ouest, sous l'impulsion de l'Etat, du tourisme, des investissements directs étrangers (en particulier de la France et dans la branche de l'automobile) et des districts industriels (Pays Basque en particulier).

En conséquence, la transition migratoire s'accélère avec un intense exode rural, une urbanisation métropolitaine dont le paysage urbain garde encore largement la trace aujourd'hui, et des migrations internes du Sud vers Madrid, la Catalogne et le Pays Basque. Mais si la croissance économique et l'élévation du niveau de vie sont très sensibles, elles ne sont pas encore suffisantes pour empêcher l'émigration des méridionaux vers le cœur de la CEE et la Suisse. En définitive, l'Espagne est à la mort de Franco dans une situation plus favorable que celle des pays communistes à la veille de la chute du Mur. C'est l'exemple même d'une périphérie intégrée.

► Une autre **erreur** fréquente est de surestimer le rôle de la CEE et de l'UE dans l'essor contemporain, erreur repérable également dans les explications du décollage irlandais. Bien sûr, **l'intégration dans la CEE en 1986** a joué un rôle important, notamment les fonds de la politique de cohésion versés par le FEDER qui ont permis, entre autres, d'accélérer le programme de rattrapage des infrastructures routières et ferroviaires, infrastructures désormais remarquables.

Mais certains éléments tempèrent ce rôle. Contrairement à d'autres pays, la Politique agricole commune (PAC), 1er poste budgétaire de la CEE/UE, a peu bénéficié à l'Espagne, les cultures spécialisés n'étant quasiment pas soutenues par Bruxelles contrairement aux grandes cultures et à l'élevage laitier dont la place est mineure dans l'agriculture espagnole.

D'autre part, la chronologie du début du « boom » est révélatrice : ce n'est pas tant 1986 que 1996 (de même en Irlande 1987, virage stratégique de la politique économique, plutôt que 1973, date d'adhésion) puisqu'à cette date, le taux de chômage reste supérieur à 20 %. Certes l'Espagne a connu une brève période de forte croissance entre 1986 et 1989 mais observable dans tous les pays développés grâce, en particulier, au contre choc des matières premières (forte baisse des prix). En revanche, 1996 cristallise deux politiques essentielles pour comprendre la deuxième grande période de forte croissance (1997 - 2007) après celle de 1960/73. Le premier repose sur les efforts remarquables de convergence (réduction du déficit budgétaire et de l'inflation), commencés déjà sous le dernier gouvernement PSOE de *Felipe González*, pour qualifier le pays dans la zone en 1998, l' étant la clé du « boom » grâce à la chute des taux d'intérêt engendrée par la monnaie unique. La deuxième est incarnée par *José María Aznar*, leader du Parti Populaire, qui accède à la présidence du gouvernement cette année là et qui va mettre en œuvre, avec le ministre de l'économie *Rodrigo Rato* (futur directeur du FMI), une politique libérale très favorable à l'initiative privée mais dont les excès (bulle immobilière) ont éclaté en 2008.

Enfin, la comparaison avec d'autres pays ou territoires de l'UE, fortement aidés, est édifiante. Le *Portugal*, qui a adhéré la même année que l'Espagne (1986), a stagné à l'indice 76 entre 1996 et 2007 tandis que l'Espagne passait de 93 à 105. Quant au *Mezzogiorno italien*, il a été incapable de combler son retard malgré l'ancienneté de l'adhésion de l'Italie (1957) et une aide massive dès la mise en place des politiques de cohésion au sein de la CEE.

En définitive, l'Espagne, comme l'Irlande, illustre bien le fameux dicton « *Aide toi, le ciel t'aidera* . »

3.1. Les caractères les plus spécifiques du « modèle » espagnol

* **La vigueur de l'économie résidentielle** qui repose sur **la croissance démographique** (è 2ème partie), les BTP (Bâtiments et Travaux Publics) et le tourisme.

a) Le poids des **BTP**

* Une spécificité qu'il faut cependant relativiser car il est possible de l'observer dans tous les territoires méditerranéens à forte croissance (par exemple en France métropolitaine, c'est en Corse que cette branche est relativement la plus forte : 11 % de la valeur ajoutée brute). Néanmoins, que la part des BTP ait pu atteindre **11 %** du **PIB** à l'échelle nationale au milieu de la décennie 2000 relève bien d'une situation exceptionnelle (seule l'Irlande en Europe de l'Ouest a dépassé 10 %), d'autant plus que cette part était probablement sous estimée au regard de l'intensité des pratiques « souterraines » dans cette branche. En France, dont l'économie résidentielle est pourtant dynamique, cette part n'atteint même pas 7 %.

L'Espagne construisait au milieu de la décennie passée environ **800.000 logements / an** (plus que la France et l'Allemagne réunies avec une population 3 fois nombreuse ...). C'était de le

fruit de la combinaison explosive de l'obsession espagnole de la propriété immobilière, de l'arrivée à l'âge d'achat des générations très nombreuses de la fin du franquisme, de la nécessité de loger des millions d'immigrés, de l'achat de nombreux retraités européens et, surtout, de la faiblesse des taux d'intérêt et de la spéculation.

A cette construction démesurée de logements, s'ajoutait une intense construction d'infrastructures pour mettre fin au retard routier et ferroviaire, objectif atteint puisque l'Espagne a désormais le **1er réseau TGV** (AVE en espagnol, « *Alta Velocidad Española* ») **du monde** ainsi qu'un réseau remarquable de voies rapides.

En conséquence, avant la crise de 2008, les BTP représentaient environ **25 % des emplois directs et indirects** et les **grands groupes de construction** étaient devenus les firmes parmi les plus puissantes du pays : *ACS* (4ème mondial) dont le président *Florentino Pérez* est le président du Real Madrid, *FCC*, *Ferrovial*, *Sacyr Vallehermoso* et *Abertis* propriétaire de *Sanef* (Autoroutes du nord et de l'est de la France).

b) La puissance transnationale des **banques**

* Elle est d'autant plus remarquable que, malgré leur engagement dans la spéculation immobilière espagnole, elles ont résisté jusqu'à présent à la crise financière grâce à une certaine prudence imposée par la Banque centrale d'Espagne en matière de fonds propres et à leur **internationalisation**.

Santander (*Emilio Botín*) est déjà la 5ème mondiale et profite de la débâcle de certaines banques britanniques pour devenir la 2ème de ce pays tandis que **BBVA** (*Banco de Bilbao Vizcaya Argentaria*, basque en conséquence) est un groupe majeur en Amérique (2ème dans le Sud et 1er au Mexique) y compris du Nord où elle est très bien implantée sur le marché de la clientèle d'origine latino américaine.

c) La branche de la **restauration** et de la récréation

Ce ne sont pas tant les services liés au tourisme qui importent ici, car ce ne serait pas spécifique, mais le nombre impressionnant de **bars et cafeterias** lié essentiellement à la **sociabilité espagnole** et à un **art de la fête** collective à nul autre pareil en Europe. Par exemple, *l'almuerzo*, copieux en - cas dégusté en milieu de matinée entre collègues de travail à cause d'un petit déjeuner pris sur le pouce et un déjeuner pris au plus tôt à 14 heures, est une véritable institution nationale.

D'une manière générale, bars et cafeterias sont les lieux privilégiés de la rencontre quels que soient le milieu social et la génération.

d) La puissance du **mouvement coopératif dans le Pays Basque**

La coopérative la plus importante du monde : MCC (*Mondragón*) née de l'initiative d'un ecclésiastique avec plus de 80.000 sociétaires possédant *Fagor*, *Brandt - Elco*, *Irizar*, *Eroski*, etc., où les décisions les plus importantes se prennent encore dans des Assemblées générales de plus de 4.000 présents. Le mouvement coopératif est très développé dans les campagnes où l'esprit d'entreprise et de coopération, l'amour du travail, le goût de l'organisation, et le sens de la solidarité sont encore vivaces.

e) L'**émulation** entre **autonomies** et **métropoles**

Les compétences très importantes des autonomies et des métropoles facilitent, au-delà d'un « **marketing territorial** » très efficace, la concrétisation des **politiques de « 3 A »**

(accessibilité, attractivité et animation).

L'accessibilité repose notamment sur un effort intense de construction de TCSP : par exemple, en une vingtaine d'années, *Valencia* s'est dotée d'un réseau déjà fort dense.

L'attractivité repose d'abord sur la **construction d'équipements collectifs** (Musées, opéras, centres de congrès, etc.) sous la houlette d'**architectes de notoriété mondiale**, espagnols (*Calatrava* par exemple) ou étrangers (*Foster, Gehry*). L'exemple le plus connu, qui a fait école en Europe, est le **Musée Guggenheim** de *Frank Gehry* qui a symbolisé la renaissance de **Bilbao** après la très douloureuse crise de reconversion de la sidérurgie et des chantiers navals, l'usage d'aciers spéciaux faisant le lien avec le passé industriel. L'attractivité s'appuie également sur les **grandes opérations d'urbanisme** comme la « réconciliation » des cités littorales avec leurs ports et fronts de mer (*Barcelone* et *Valencia*) ou avec leurs fleuves. L'exemple de *Valencia* est le plus emblématique. Suite à une terrible inondation en 1957, le *Turia* a été détourné artificiellement dans un nouveau lit à l'extérieur de la ville, l'ancien lit devenant une traînée béante. Progressivement celle-ci a été aménagée en une impressionnante coulée verte ponctuée d'équipements de notoriété internationale : Palais de la Musique, Opéra, Musée des Sciences et le plus grand musée océanographique d'Europe. Quant à **l'animation**, les villes espagnoles sont non seulement avantagées par un sens de la fête exceptionnel, voire unique en Europe (*Ferías andalouses ou basques, tauromachie* comme à *Pampelune, Fallas de Valencia, Semaine sainte d'Andalousie et de Castille, Carnavals des Canaries et de Cadix*, etc.) mais aussi par la capacité à attirer ou créer de grandes manifestations internationales : J.O. de 1992 à *Barcelone*, où le nombre de touristes est passé de 1,7 à 7 millions depuis lors, ou bien l'Exposition Universelle de *Séville* en 1992 également. *Valencia* est, une fois de plus, emblématique avec, en peu de temps, l'organisation de grands prix de motos, de F1 (circuit urbain comme à Monaco) et la fameuse Coupe de l'America ravie à Marseille.

Cette émulation intercommunautaire et métropolitaine peut être comparée, toutes proportions gardées, aux **fortes rivalités interprovinciales chinoises** (les provinces bénéficiant d'une large autonomie économique) avec ses avantages, comme le dynamisme compétitif, et ses inconvénients comme la surenchère de surinvestissements en Chine ou de projets prestigieux en Espagne. Elle fait songer également dans un autre registre à la **3ème Italie** où les cités marchandes rivalisent depuis fort longtemps, la différence entre les deux pays étant celle des acteurs : bourgeoisie marchande en Italie alors qu'en Espagne les « **entrepreneurs de notoriété** » sont plus souvent des élus.

3.2. Des caractères **moins spécifiques**

a) La population active

Le « boom » économique depuis 1997 s'explique en partie par une **forte croissance de la population active**, avec une population inactive relativement moins nombreuse, le « papy boom » n'étant pas encore intense (en Espagne, les générations les plus nombreuses sont celles des années 1960 - 70) tandis que les effectifs de moins de 20 ans connaissent une forte chute. **Entre 1996 et 2007, le nombre des emplois a augmenté de 60 %** (record de l'OCDE) contre 13% en France. Au milieu de la décennie 2000, l'Espagne créait quasiment le 1/3 des emplois de l'Union Européenne.

Cette croissance impressionnante s'explique par l'arrivée sur le marché de l'emploi des **générations les plus nombreuses nées entre 1960 et 1980**, l'insertion croissante des **femmes** avec le déclin du modèle de la mère au foyer, plus manifeste en Espagne qu'en Italie, et une **immigration intense**.

Cette forte augmentation n'a pas empêché une **décroissance spectaculaire du taux de chômage** durant cette période (de 22 % à 8 %) soulignant d'ailleurs **la faible pertinence du raisonnement malthusien** qui préconise une réduction de l'activité (préretraites par exemple) pour réduire le chômage.

Le modèle le plus proche, durant cette période, est celui de **l'Irlande**.

b) Le marché du travail

Il se caractérise d'abord par **l'économie souterraine**, qui correspond dans l'Union Européenne au **modèle méditerranéen**. Son poids dans le PIB est évalué entre **15 et 20 %** selon le Ministère du Travail, et **30 %** selon les syndicats, **bien que le coût du travail soit faible** (SMIC net à 633 €) Elle se développe particulièrement dans les périodes de crise.

Comme dans toutes les économies dont l'activité souterraine est importante, **les données officielles du taux de chômage sont surestimées**. Par exemple, le taux actuel (début 2010) officiellement de 19% est probablement compris dans une fenêtre entre 12 et 14 %.

Face à la forte augmentation actuelle du taux de chômage, le gouvernement a créé en 2009, une allocation spéciale de 421 € pour les chômeurs en fin de droits (ils sont plus d'un million sans compter le million d'immigrés ne touchant aucune indemnité) et un revenu minimum de 370 € pour les chômeurs n'ayant pas encore travaillé.

La part très élevée des CDD (contrats à durée déterminée) - **30 %** - est une autre caractéristique majeure du marché espagnol. Seul le *Japon* offre un tel taux actuellement. Ceci est le fruit de **CDI** (contrats à durée indéterminée) **très protégés**, un modèle fréquent dans les **économies latines**. Les principales explications en sont les suivantes : un héritage de la législation franquiste (avec le compromis classique de la protection du travailleur contre l'absence de droits comme la grève) que, paradoxalement, le gouvernement socialiste a contourné en promouvant les CDD, et un syndicalisme, comme en France, qui défend plutôt ceux qui ont un emploi et non pas ceux qui n'en ont pas encore...

Il existe d'ailleurs un **contre modèle latin**, dont l'Espagne est un exemple, avec un **ajustement du marché du travail pesant d'abord sur les jeunes**. Il se caractérise par un taux de chômage plus du double des 25 - 60 ans (42 % début 2010) et de faibles rémunérations y compris pour les qualifiés, les médias les qualifiant de « *mileuristas* ». Les difficultés de l'insertion des jeunes combinées à un arrêt fréquent des études et au phénomène « *Tanguy* » rendent compte de l'émergence d'une « **génération ni ni** » « : *ni estudian, ni trabajan* », ni étudient, ni travaillent.

c) La **faiblesse de la formation** et de la **recherche** « *Que inventen ellos !* » (« Qu'ils inventent eux », sous entendu les autres). Miguel de Unamuno (1906)

Malheureusement il existe, également, dans ce domaine un **contre modèle latin**.

L'Espagne occupe une médiocre **24ème place sur 27 dans la dernière enquête PISA**. La formation initiale espagnole se caractérise paradoxalement par un taux très important de jeunes quittant prématurément le système scolaire (32 % en 2005 contre 12 % en France et 10 % en Finlande) - seul le Portugal ayant un taux plus dégradé avec 35 % - et un taux élevé de diplômés de l'enseignement supérieur (40% des 25 - 34 ans, taux supérieur à la moyenne de l'UE, celle - ci étant de 30 %). Or, contrairement à une idée commune, l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi dépend tout autant, sinon plus, d'une bonne formation de base que d'une formation universitaire surtout lorsque celle - ci est inadéquate par rapport aux débouchés professionnels ce qui est malheureusement souvent le cas en Espagne, par exemple, des effectifs universitaires trop nombreux en Droit. D'autres pays européens, qui

forment moins de diplômés du supérieur mais dont les jeunes quittant l'école sans formation sont peu nombreux (respectivement 20 % et 12 % en *Allemagne* par exemple), ont un taux de chômage des jeunes relativement bien plus faible.

L'Espagne, malgré d'indéniables efforts publics ces dernières années, en particulier de certaines communautés autonomes, consacre encore une part trop modeste de son PIB à la **recherche - développement (RD, 1,35 % en 2008 - 1,11 % en 2003 - contre une moyenne de 1,90% dans l'Union Européenne ; 2,02 % en France)**. L'effort du secteur privé (0,74 % du PIB ; 1,30% en France) est très faible par rapport à celui des *pays scandinaves* ou de la *Suisse* (plus ou moins 2,5%) et les succès technologiques de certaines entreprises dans le domaine des énergies renouvelables (par exemple *Gamesa*, un leader mondial de l'éolien, *Abengoa*, *Iberdrola*) ne doivent pas faire illusion. L'insuffisance de la RD combinée avec le recours intense à une main d'œuvre immigrée peu qualifiée explique **la faiblesse des gains de productivité** (0,9 % /an entre 2001 et 2007 contre 1,7 % en France, 2 % aux EU ou 2,6 % en *Suède*).

Il n'est pas fortuit que plusieurs Communautés (*Valencia, Baléares* par exemple), dont la croissance est fondée d'abord sur une main d'œuvre immigrée très bon marché dans les cultures spécialisées, le tourisme et les BTP, aient enregistré une dégradation relative, à l'échelle nationale, de leur PIB / h, ce qui souligne la médiocrité de leur productivité du travail. Néanmoins, il est probable que l'importance de l'économie souterraine dans ces branches rende compte également de la sous évaluation du PIB de ces communautés. En revanche, le *Pays Basque* et la *Navarre*, dont le profil économique est plus équilibré et où les efforts de recherche développement ont été plus soutenus, ont connu une augmentation relative de leur PIB/h.

d) La branche du **tourisme**

Il n'y pas vraiment de modèle espagnol dans la mesure où ses caractères sont plus ou moins ceux observables sur la plupart des **littoraux méditerranéens**.

Le tourisme, comme les BTP auxquels il est partiellement lié, représente une part importante du **PIB** et de **l'emploi** : **11 %** et **13 %** respectivement. Il occupe le **2ème rang mondial** pour les **recettes** derrière les *EU* et devant la *France*.

La *Catalogne* (Costa Brava en particulier) est la 1ère communauté d'accueil des touristes étrangers devant les *Baléares, l'Andalousie, la Communauté valencienne (Costa Blanca d'Alicante* en particulier) et *Madrid*. Quant aux touristes espagnols, ils privilégient *l'Andalousie, la Catalogne* et la *Communauté valencienne*. Le tourisme joue également un rôle majeur dans d'autres communautés qui n'apparaissent pas dans ce classement comme les *Canaries* pour le tourisme étranger et *Murcie* pour le tourisme national.

Si l'image du tourisme espagnol à l'étranger est d'abord balnéaire (avec l'exception des villes andalouses comme *Grenade*), elle ne correspond pourtant que partiellement à la réalité. En effet les **métropoles** occupent une place croissante (*Madrid* et *Barcelone* sont les 2 premiers lieux touristiques du pays devant la célèbre station de *Benidorm*) ainsi que les **campagnes** dont la fréquentation croît à un rythme trois fois plus rapide que le littoral.

La fameuse image de la **baléarisation** (ou « marbellisation ») doit être également **tempérée**. Certes 36 % du littoral est déjà urbanisé et 11 % est urbanisable tandis que la « *Ley de costas* » de 1985 (l'équivalent de notre loi Littoral) est mal respectée comme le souligne l'ampleur de la corruption, sur le littoral andalou notamment. Néanmoins, il convient de ne pas caricaturer la situation. Certains littoraux, en particulier sur l'Atlantique, sont encore relativement préservés, et décrier de manière péremptoire la verticalisation de stations comme *Benidorm* ne doit pas faire oublier qu'un urbanisme horizontal aurait consommé un linéaire côtier très supérieur tout en réduisant la démocratisation de l'accès au littoral. Enfin les

pouvoirs publics commencent à relever le défi avec des objectifs ambitieux de « renaturalisation ».

e) Les **cultures spécialisées méditerranéennes**

Comme pour le tourisme, il est préférable d'évoquer un **modèle méditerranéen plutôt qu'espagnol**, caractérisé par un faible coût du travail immigré, une eau paradoxalement très bon marché (le m³ d'eau est de moins en moins cher en allant de la *Scandinavie* à la *Méditerranée*, 3 fois moins cher en *Espagne* qu'au *Danemark*...) et une forte spécialisation dans un nombre limité de périmètres : principalement *Almería*, *Murcia* et *Huelva*. Dans ce modèle méditerranéen, les **périmètres irrigués espagnols** restent pour l'instant **les plus puissants d'Europe**. Mais l'âge d'or est probablement terminé pour des facteurs internes, menace quantitative (conflits hydropolitiques par exemple) et qualitative (salinisation) sur la ressource en eau, et des facteurs externes comme la concurrence du *Maroc* et de la *Turquie*. En effet, dans un modèle agricole reposant sur une production triviale, contrairement au modèle du terroir protégé géographiquement, le risque récurrent est d'être confronté à de nouveaux producteurs meilleur marché. En Espagne même, la célèbre *huerta de Valencia* est sur le déclin, sa production d'agrumes et de légumes devenant de moins en moins capable de résister à la concurrence des nouveaux périmètres andalous.

f) Des **districts industriels** (concentration de PME dans une branche spécialisée sur un territoire limité)

Certes à l'échelle de toute l'Espagne, les districts espagnols ne sont pas comparables à la puissance des modèles italien, allemand ou suisse. Il n'en reste pas moins que deux communautés ont un tissu industriel similaire.

La **Communauté valencienne** se rapproche plus du modèle italien avec des spécialisations similaires comme le textile et la confection dans le nord de la province d'Alicante, les chaussures dans le sud (*Elche*), et la céramique dans le sud de la province de *Castellón* (des entreprises comme *Porcelanosa* et *Zirconio* entre *Nules* et *Vilanova*), concurrent du district italien de Modène. Si le district de la céramique résiste bien, les autres plus anciens sont en déclin à cause de la concurrence asiatique et d'une remontée insuffisante en qualité.

Le **Pays Basque**, auquel il est possible d'associer la *Navarre*, est plus proche du modèle germanique et suisse : campagnes démocrates chrétiennes (modèle également de la Haute Savoie et de la Vendée en France) et spécialisation plus importante dans la mécanique et les hautes technologies. La genèse basque des districts industriels est différente de celle de la Communauté valencienne d'une part, grâce à la puissance du mouvement coopératif en milieu rural, et d'autre part, dans le cadre de la reconversion industrielle, une implication bien plus importante des pouvoirs publics autonomes. En effet, le gouvernement basque a eu recours en 1991 aux services de l'universitaire nord américain *Michael Porter*, spécialiste mondial des « clusters », qui a identifié 13 branches et préconisé pour celles-ci un soutien à la RD, à la formation professionnelle et à l'établissement d'un système de certification. Les résultats économiques montrent que le modèle basque est plus solide que le modèle valencien.

3.3. Quelques éléments pour comprendre la crise actuelle

a) Les données

Le **PIB a reculé de 3,8 % en 2009** (France 2,2 %) et fin 2009, l'Espagne était le seul grand pays d'Europe de l'Ouest à ne pas être encore sorti de la récession. **Le taux de chômage est**

passé en 2 ans de 8 % à 19 % (30 % chez les immigrés et 42 % chez les jeunes de 16 à 25 ans). Le déficit budgétaire, après des années d'excédent, a plongé à 11,5 % du PIB. L'inquiétude est telle chez les ménages que leur taux d'épargne atteint 18 % début 2010, niveau supérieur à la France, pourtant une référence en Europe dans ce domaine.

b) Les explications : l' et les **bulles**

Alors que les taux d'intérêt réels étaient très élevés jusqu'au milieu des années 1990 à cause de l'inflation et de la défiance envers la peseta (défiance qui existait à l'encontre de toutes les devises du Sud de l'Europe), la qualification de 1998 pour entrer dans la zone , après de gros efforts de convergence (réduction de l'inflation et du déficit budgétaire), a permis de profiter des taux d'intérêt bien plus bas de la BCE (Banque centrale européenne), autrement dit un crédit très bon marché.

Dans un pays obsédé par la propriété immobilière, le crédit bon marché a nourri une **imposante bulle immobilière** à peine dissimulée par la croissance démographique et le retard pris dans la période 1975 - 1995, deux facteurs qui auraient pu justifier une telle frénésie de construction. Le prix du m² a été multiplié par 3 entre 1996 et 2007 et les prêts immobiliers par 8 avec des crédits hypothécaires ayant une échéance parfois de 50 ans...

L'abondance des liquidités et les performances de l'économie ont nourri également une **bulle mobilière** (marché actions).

Puissance des banques, crédit facile, bulles immobilière et mobilière forment un éventail qui rappelle bien sûr le **modèle anglo - saxon**. Le taux d'endettement des ménages - 130 % du revenu disponible - est un indicateur supplémentaire du passage d'un modèle latin d'endettement limité des ménages (75 % en France et 60 % en Italie) au modèle anglo -saxon de recours intense au crédit (157 % aux EU et 146 % au RU).

Comme dans le modèle anglo - saxon, **les déficits de la balance des paiements courants** étaient devenus **préoccupants** (9 % du PIB en 2006, le plus élevé d'Europe de l'Ouest). Ils traduisaient une consommation excessive et, surtout, une **dégradation de la compétitivité économique** (le classement de Davos relègue l'Espagne à la 34ème place) à cause de l'insuffisance des gains de productivité combinée à une inflation qui ne pouvait être maîtrisée par la politique monétaire, celle - ci dépendant désormais de la BCE. Or l'inflation étant faible dans plusieurs grands pays de la zone (Allemagne en 1er lieu), la Banque de Francfort n'avait pas de raison de mener une politique de restriction du crédit. **L' interdit également l'artifice** traditionnel - bien connu en France également jusque dans les années 1980 - **de la dévaluation** de la devise nationale pour restaurer la compétitivité externe.

La remontée des taux d'intérêt à partir de 2007 et, surtout, **la grande crise systémique et globale du « modèle anglo - saxon »** ont provoqué le **krach des deux bulles**.

c) Quelle sortie de crise ?

Début 2010, l'Espagne fait figure de « mauvais élève » d'un club appelé « délicatement » par la finance anglo - saxonne « PIGS » (Portugal Irlande Grèce Espagne). Sa dette publique subit des attaques dans le sillage de celles menées contre la Grèce ce qui contraint le Trésor Public à payer des intérêts supérieurs à ceux des emprunts publics allemands.

Il nous semble que cette **défiance** est **excessive** tout comme étaient excessifs certains éloges entre 1997 et 2007.

Si la récession de 2009 a été de 3,6 % du PIB, celle de l'Allemagne est de 5 % sans parler de l'effondrement des pays baltes (18 % en Lettonie). **Pourquoi se gausser de la dette publique espagnole (55 % du PIB début 2010) alors que celle de la France dépasse les 75 % et que**

celle de l'Italie est supérieure à 100 % depuis plus de 20 ans ? D'autant plus que l'Espagne a fait les preuves de sa capacité à dégager des excédents budgétaires en période de croissance - ce dont la France est incapable depuis 30 ans - et qu'elle a déjà pris des mesures douloureuses comme l'augmentation des impôts.

D'autre part, contrairement à nombre de pays, **le système bancaire espagnol ne s'est pas effondré** grâce aux mesures de prudence imposées par la Banque d'Espagne, par exemple des réserves obligatoires plus importantes que dans la banque anglo - saxonne.

Il ne faut pas sous estimer certaines qualités de la société espagnole comme la capacité à entreprendre (goût du risque), à voir grand (esprit de conquête) et, surtout, **les solidarités horizontales** de proximité, familiales en particulier, qui font que la pauvreté est souvent moins ressentie que dans d'autres pays comme la France. Il est d'ailleurs étonnant d'observer que l'Espagne ne traverse pas de forte crise sociale alors que de tels indicateurs économiques plongeraient la France dans une situation probablement explosive.

Néanmoins, le **principal risque** pour l'économie espagnole est celui de la **déflation** - baisse prolongée des prix - rendue nécessaire pour restaurer la compétitivité externe, faute de pouvoir dévaluer, mais redoutable pour le marché intérieur.

Ce qui souligne, qu'à long terme, **l'économie espagnole doit faire évoluer son modèle en rééquilibrant ses branches** - moindre poids des BTP par exemple - , en augmentant la productivité du travail et la qualité de ses produits ce qui passe par un **effort accru de RD et de formation initiale**.

Conclusion : **organisation du territoire et dynamiques territoriales**

Le **modèle espagnol était proche de celui de l'Italie polycentrique** avec des **centres économiques situés plus au nord** (*Catalogne et Pays Basque* comparables au *triangle du NO italien*). L'imparfait est utilisé ici car le centre politique madrilène, qui pouvait être comparé à *Rome*, est devenu désormais un centre économique majeur.

a) **L'haliotropisme croissant** opposé aux **faibles densités de l'intérieur tempérées par l'archipel des métropoles et capitales de province**

* **45 % de la population vit sur le littoral**, part d'autant plus spectaculaire qu'à l'intérieur, *Madrid* à elle seule concentre 13,5 % de la population. Cet **haliotropisme** n'est pas typique parce que nous le retrouvons quasiment partout sur la planète mais il est **intense en Espagne** non seulement parce que l'écrin littoral est très recherché (*retraités européens dans les Archipels et sur la Costa Blanca d' Alicante*) comme ailleurs mais parce que de nombreux moteurs de l'économie espagnole sont sur le littoral, en particulier des métropoles (*Barcelone, Valence*), le tourisme et les cultures spécialisées (*Murcia, Communauté Valencienne, provinces andalouses d'Almería et Huelva*). En changeant d'échelle, cet haliotropisme est également fort à l'échelle des Communautés : par exemple, les littoraux de l'Ibérie humide, moins attractifs à l'échelle nationale, le sont dans leurs propres communautés. C'est manifeste *de la Galice à la Cantabrie* avec des montagnes qui se voient parfois : provinces d'*Orense* et de *Lugo* par exemple en *Galice*.

Comme en France, il existe une **diagonale du vide** qui va *du NO de l'Andalousie à l'Aragon*, interrompue par l'île madrilène.

L'île madrilène, au centre d'un intérieur sous peuplé, **le centre politique** d'un Etat vidé de nombre de ses missions, est pourtant devenue **le 1er centre économique** du pays, une **ville monde**, une « **ville Amérique** ». Elle est passée de 1 million d'habitants vers 1950 à **6 millions** aujourd'hui, aucune autre métropole en Europe ayant connu une telle croissance. **Sa périurbanisation dynamise les communautés contiguës**, en particulier *Castille La Manche* (1er excédent migratoire interne, provinces de *Tolède* et de *Guadalajara*) mais aussi *Ségovie* et *Avila* avec le nouvel AVE (*Castille et León*).

Alors que l'Etat des autonomies aurait pu déboucher sur une fragilisation d'une capitale centralisatrice, il n'en a rien été puisque Madrid apparaît comme **un des territoires gagnants** des 3 dernières décennies (sa part dans le PIB a augmenté de 1,4 point dans le PIB et elle est passée de la 4ème à la 2ème place pour le PIB /h depuis 1973), de mieux en mieux inséré dans l'Europe des métropoles et même en partie une métropole mondiale et une « ville monde » grâce à ses fortes connexions avec le continent américain alors qu'en Catalogne, les revendications identitaires ont été un frein à l'insertion mondiale et ce, malgré des succès indéniables, notamment en terme de marketing territorial (*Jeux Olympiques, Erasmus, etc.*). Madrid a tiré bénéfice également des privatisations des grands groupes publics qui ont développé leurs QG à Madrid même. De surcroît, la forte réduction des distances temps et coûts entre Madrid et la périphérie au sens géométrique du terme a favorisé la première, facilitant l'installation de grands QG d'entreprises originaires du Nord, dans la banque par exemple (Santander).

b) Les centres économiques traditionnels de la périphérie géographique

Si la **Catalogne** (et Barcelone) continue à avoir le 1er PIB absolu (18,7 % contre 19,4 % en 1991) et le **4ème** relatif, elle est talonnée désormais par Madrid (17,8 %). En fait, Madrid avait déjà devancé la Catalogne en terme de **PIB /h** dès le début de la transition mais son avance n'était que de 3 points en indice alors qu'elle est de 10 désormais. Alors qu'elle avait le 3ème PIB /h, elle a été doublée par la Navarre. Son autonomie lui coûte cher d'autant plus qu'elle n'a bénéficié que de 10 % de l'investissement de l'Etat malgré son poids supérieur ce qui contribue à expliquer un réseau électrique insuffisant, le retard dans l'arrivée du TGV (AVE) et un aéroport international médiocre. En conséquence, le gouvernement central a consenti qu'à partir de 2012 la Catalogne reçoive une compensation de 3,5 milliards en raison de son relatif décrochage économique ce qui n'est pas sans susciter l'irritation des autres communautés volontiers anti - catalanes.

Outre les explications ci-dessus, la Catalogne souffre d'une relative **désindustrialisation** avec une baisse des investissements directs étrangers, le poids croissant d'activités à faible productivité (tourisme par exemple) couplée avec une abondante main d'œuvre immigrée peu productive.

La Catalogne partage avec la Communauté de Valence, les Baléares et l'Aragon, la caractéristique d'avoir perdu du poids dans le PIB national ainsi que celle d'un recul *relatif* du PIB /h **depuis la fin de la dictature** : *Catalogne* de la 3ème à la 4ème place, *Baléares* de la 1ère à la 6ème, et *Communauté valencienne* de la 9ème à la 11ème (difficultés de la filière textile/confection/cuir, des cultures spécialisées et faible productivité des autres branches), *l'Aragon* maintenant sa 5ème place. Incontestablement, dans ces territoires, **l'économie résidentielle fondée sur la main d'œuvre bon marché** obtient des résultats mitigés contrairement aux Communautés plus périphériques et en retard (*Murcie, Andalousie et Canaries*) dont le poids dans le PIB progresse (voir plus loin.) *On retrouve le même problème en France dans le Languedoc Roussillon*, avant dernière région française en terme de PIB/h.

* Le **Pays Basque**, après une période très difficile, a retrouvé son rôle de centre économique majeur grâce à son tissu économique qui fait penser aux modèles germanique et suisse. Il **fait partie des 10 régions européennes avec les plus forts PIB /h et intensité industrielle**, plus de 30 % du PIB (16 % en France) comme dans le *Baden Württemberg* !

La crise industrielle à partir de 1974 (25 % de taux de chômage avec l'effondrement des industries lourdes et de la construction navale) et le terrorisme de l'ETA avaient entraîné un déclin relatif : il était tombé à la 6ème place dans le classement du **PIB /h** en 1991 alors qu'il était 2ème à la fin de la dictature.

Il est désormais **1er** - le chômage était tombé à 5 % en 2007 - et a même gagné un peu de poids dans le PIB espagnol bien qu'il n'ait pu compter sur une forte économie résidentielle à cause d'une faible croissance démographique, en particulier du solde migratoire. Ceci traduit la fin de la reconversion des vieilles branches de l'industrie, le dynamisme du mouvement coopératif (*Mondragón*, 1ère coopérative mondiale) et des PME des districts industriels en milieu rural, le recul du terrorisme, les gains importants de productivité du travail qui le distinguent du modèle méditerranéen et qui ne peuvent se comprendre que par la place de **l'industrie à laquelle le Pays Basque a été fidèle**, choix diamétralement opposé au reste de l'Espagne, lorsque le gouvernement autonome demanda en 1991 à Michael Porter de définir les « clusters » d'avenir.

L'acier s'est élevé en gamme avec des produits spéciaux de grande qualité, les machines outils représentent 80 % de la production espagnole, tandis que de nouvelles branches ont émergé comme l'aéronautique (*Gamesa, ITP*) et les énergies renouvelables (*Gamesa*, un leader mondial de l'éolien) dans le cadre d'un plan d'autonomie énergétique.

Il est intéressant de constater que 2 communautés voisines lui ont emboîté le pas.

La Navarre qui passe du 7ème rang pour le PIB /h au **3ème** devant la Catalogne (son poids dans le PIB augmente également). La communauté forale jouit d'une bonne situation entre Méditerranée et Atlantique (vallée Ebre au Sud) et entre France et Espagne avec le désenclavement autoroutier. Son **modèle est proche du Pays Basque** puisque plus de 30 % de la population active est encore occupée par le secteur secondaire avec 4 « clusters » : IAA, automobile, équipements et logistique.

La Navarre peut compter également sur un bon niveau de formation avec d'excellentes universités, notamment celle de l'Opus Dei de Pampelune et sur l'essor du tourisme rural (*Chemin de Saint Jacques*).

Le PIB/h de La Rioja est passé de la 10ème à la **6ème** place. La Communauté a bénéficié d'une importante immigration de travail au profit de son vignoble de qualité qui est à l'Espagne ce que Bordeaux est à la France.

* **Ce triangle Nord est, avec Madrid, le grand gagnant de la période récente**. Nous pourrions le comparer avec notre SO proche qui a enregistré également dans les dernières décennies des progrès sensibles à l'échelle nationale. Néanmoins ni Midi Pyrénées, ni l'Aquitaine peuvent se prévaloir d'une telle centralité économique à l'exception de Toulouse dans l'aérospatiale.

c) Les **périphéries traditionnelles**

* Elles doivent être pensées à 2 échelles.

Une échelle **nationale** avec une opposition **Sud - Nord**, opposition bien connue également en Italie (*Mezzogiorno*).

Une échelle **européenne**, dans laquelle les régions les plus éloignées du centre de gravité de l'Union européenne (sud et ouest) sont les plus en retard même si d'autres facteurs rentrent en jeu désormais. Force est de constater que ces gradients sont encore pertinents mais avec quelques nuances.

La Communauté de **Murcie** et **l'Andalousie** ont **augmenté leur poids dans le PIB** grâce à la modernisation de leur agriculture, à leur dynamisme démographique à la fois naturel et migratoire, à l'essor du tourisme [qui n'est plus vraiment un facteur moteur plus dans le nord du pays] et, dans le cas de l'Andalousie, par un effort public de RD.

La très faible augmentation de **Castille La Manche** dans le PIB n'est due qu'à la périurbanisation madrilène mais le PIB / h montre que l'économie reste peu performante avec un recul de la 14ème à la 16ème place.

C'est **la faiblesse de la croissance démographique**- soldes naturels négatifs et faible immigration - **et donc de leur économie résidentielle** qui rendent compte du **recul** des communautés de **l'Extrémadure** et du **NO** (sauf la *Cantabrie* qui le maintient) dans le PIB national, voire de leur PIB /h.

Mais cette faiblesse de la croissance démographique a pu favoriser les progrès de la **Galice** en terme de PIB / h (de la 16ème place à la 13ème) grâce à certains succès économiques : pêche industrielle, Peugeot Citroën à Vigo, Inditex / Zara, etc.

[1] Selon un sondage de 1998.

[2] Service de recherche et d'études sociologiques de la Communauté autonome de Valence

[3] Données du Consejo Escolar del Estado (année scolaire 2004 - 5)